

**ANNEXE 4 - GUINÉE-BISSAU**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE .....</b>	<b>274</b>
1.1 Principales caractéristiques de l'économie .....	274
1.2 Évolution économique récente.....	275
1.3 Résultats commerciaux .....	277
1.4 Investissement étranger direct.....	279
<b>2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT.....</b>	<b>281</b>
2.1 Cadre général .....	281
2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale .....	283
2.3 Accords et arrangements commerciaux .....	284
2.3.1 Relations avec l'Organisation mondiale du commerce .....	284
2.3.2 Accords régionaux et préférentiels .....	284
2.4 Régime d'investissement .....	285
<b>3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES PAR MESURE.....</b>	<b>287</b>
3.1 Mesures agissant directement sur les importations .....	287
3.1.1 Procédures et prescriptions .....	287
3.1.2 Inspection et évaluation en douane.....	288
3.1.3 Règles d'origine .....	289
3.1.4 Droits de douane .....	289
3.1.5 Autres impositions .....	290
3.1.6 Prohibitions et restrictions à l'importation, et licences d'importation .....	291
3.1.7 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde .....	291
3.1.8 Autres mesures .....	292
3.2 Mesures agissant directement sur les exportations .....	292
3.2.1 Procédures et prescriptions .....	292
3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements .....	292
3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation, et licences d'exportation .....	293
3.2.4 Soutien et promotion des exportations .....	293
3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation .....	293
3.3 Mesures agissant sur la production et le commerce.....	293
3.3.1 Incitations .....	293
3.3.2 Normes et autres règlements techniques .....	293
3.3.3 Mesures sanitaires et phytosanitaires .....	293
3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix .....	294
3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation .....	294
3.3.6 Marchés publics .....	294
3.3.7 Droits de propriété intellectuelle .....	295
<b>4 POLITIQUE COMMERCIALE PAR SECTEUR.....</b>	<b>297</b>
4.1 Agriculture, exploitation forestière et pêche .....	297
4.1.1 Aperçu .....	297

4.1.2	Politique agricole générale .....	298
4.1.3	Principaux sous-secteurs .....	298
4.1.3.1	Noix de cajou .....	298
4.1.3.2	Cultures vivrières.....	300
4.1.3.3	Filière bétail .....	301
4.1.3.4	Filière bois .....	302
4.1.3.5	Filière halieutique.....	302
4.2	Mines et énergie .....	307
4.2.1	Mines .....	307
4.2.2	Hydrocarbures.....	309
4.2.3	Électricité et eau.....	310
4.3	Secteur manufacturier.....	311
4.4	Services .....	311
4.4.1	Services financiers .....	311
4.4.2	Télécommunications.....	312
4.4.3	Services de transports.....	315
4.4.3.1	Transports terrestres.....	315
4.4.3.2	Transports maritimes et fluviaux, et services portuaires.....	315
4.4.3.3	Transport aérien .....	316
4.4.3.4	Tourisme .....	317
<b>5</b>	<b>APPENDICE - TABLEAUX.....</b>	<b>318</b>

## GRAPHIQUES

Graphique 1.1	Structure du commerce des marchandises, 2011 et 2015.....	278
Graphique 1.2	Direction du commerce des marchandises, 2011 et 2015 .....	279

## TABLEAUX

Tableau 1.1	Indicateurs économiques de base, 2011-2016.....	274
Tableau 1.2	Balance des paiements, 2011-2016 .....	276
Tableau 2.1	Textes législatifs de la Guinée-Bissau relatifs au commerce et à l'investissement, 2012.....	282
Tableau 3.1	Formalités et frais d'enregistrement, 2017 .....	287
Tableau 3.2	Recettes fiscales par source principale, 2011-2016 .....	289
Tableau 3.3	Concessions de droits et taxes au cordon douanier, 2012-2015.....	290
Tableau 3.4	Droits d'accise ( <i>imposto especial de consumo</i> ), 2017 .....	290
Tableau 3.5	Contrôles à l'importation, 2017 .....	291
Tableau 3.6	<i>Contribuição predial rústica</i> , 2017.....	292
Tableau 3.7	Demandes transmises à l'OAPI, 2011-2016.....	296
Tableau 4.1	Principales cultures agricoles de la Guinée-Bissau, 2010-2016 .....	297

---

Tableau 4.2 Commerce de noix de cajou en Guinée-Bissau, 2010-2015 .....	299
Tableau 4.3 Législation relative à la pêche .....	304

#### **APPENDICE - TABLEAUX**

Tableau A1.1 Structure des importations, 2011-2015 .....	318
Tableau A1.2 Structure des exportations, 2011-2015 .....	319
Tableau A1.3 Provenance des importations, 2011-2015 .....	320
Tableau A1.4 Destination des exportations, 2011-2015.....	321

## 1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

### 1.1 Principales caractéristiques de l'économie

1.1. L'économie bissau-guinéenne demeure très peu diversifiée et extrêmement vulnérable aux chocs exogènes, en raison de faiblesses structurelles exacerbées par des tensions socio-politiques perdurant depuis 1998. En effet, la longue période d'instabilité socio-politique a entraîné un ralentissement des investissements et des suspensions de la coopération économique avec les principaux partenaires au développement. Les effets de ces différents problèmes continuent de peser sur l'efficacité de l'administration publique, le déficit d'infrastructures de base, et l'environnement des affaires. Par conséquent, les indicateurs de pauvreté et de développement social de la Guinée-Bissau demeurent parmi les plus bas en Afrique subsaharienne.<sup>1</sup>

1.2. L'activité économique reste essentiellement tributaire d'une culture de rente, la noix de cajou, cultivée surtout de manière artisanale et exportée à l'état brut vers l'Inde et le Viet Nam. La Guinée-Bissau est également très dépendante des importations pour son approvisionnement en hydrocarbures, en produits alimentaires et manufacturés, ainsi que pour les services de transport. Un important déficit énergétique, découlant des capacités de génération insuffisantes et non diversifiées (fonctionnant surtout au gasoil importé), d'un réseau électrique couvrant uniquement la ville de Bissau, et de l'absence d'interconnexions transfrontalières, constitue l'un des principaux freins au développement du pays.

1.3. L'accès limité aux services financiers demeure un autre obstacle majeur à l'expansion et à la diversification de l'économie bissau-guinéenne (section 1.2). Par ailleurs, le niveau de bancarisation demeure faible et la concurrence dans l'intermédiation financière quasiment absente. La Guinée-Bissau reste très dépendante de l'aide au développement, notamment pour le financement des investissements publics.

1.4. Malgré sa favorable situation géographique et son appartenance à l'UEMOA et à la CEDEAO, la Guinée-Bissau ne tire pas suffisamment profit des potentialités du marché régional, y compris en matière de commerce de transit international. La couverture limitée et l'obsolescence des infrastructures de base (section 4) entraînent des surcoûts considérables, voire l'isolement saisonnier de certaines zones du territoire national. L'expansion du commerce extérieur est également freinée par l'absence de dispositifs opérationnels de contrôle de la qualité et les contraintes en matière d'offre, y compris le faible tissu industriel. La valeur totale du commerce de biens et services, influencée en grande partie par les fluctuations des cours mondiaux, est estimée à 63,8% du PIB national en 2016, contre 60,2% en 2011. Par ailleurs, les indicateurs de performance de l'économie bissau-guinéenne demeurent estimatifs, en raison de l'importance du secteur informel (70% de l'économie, selon les autorités) et des faiblesses dans la collecte de statistiques.

1.5. L'agriculture et les services continuent de dominer le PIB bissau-guinéen, tandis que le secteur manufacturier et les activités de construction demeurent embryonnaires (tableau 1.1). L'exploitation des abondantes ressources halieutiques se poursuit sans effets multiplicateurs sur l'économie nationale. Par ailleurs, les fortes potentialités en ressources minières restent quasi inexploitées. La Guinée-Bissau présente également d'importantes opportunités en matière de transport maritime, de tourisme, de développement agricole et de pêche.

**Tableau 1.1 Indicateurs économiques de base, 2011-2016**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Divers</b>						
PIB aux prix du marché (millions d'€) <sup>a</sup>	790,1	770,0	787,7	807,5	916,1	987,6
Taux de croissance du PIB réel (prix de 2005, %)	8,1	-1,7	3,3	2,7	4,8	5,6
Population (millions)	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6
Inflation (IPC, variation %)	5,0	2,1	1,2	-1,5	1,4	1,7
Taux de change effectif réel (variation en %) <sup>b</sup>	2,1	-2,5	1,6	-0,9	-2,6	1,9
Taux de change effectif nominal (variation en %) <sup>b</sup>	0,4	-2,1	2,5	1,2	-3,2	1,5
<b>Comptes nationaux, prix courants<sup>c</sup></b>						
	(% du PIB)					
Consommation	99,8	102,8	100,8	103,5	96,3	98,1
Privée	87,1	89,9	83,0	86,6	81,5	84,8

<sup>1</sup> République de Guinée-Bissau, Plan stratégique et opérationnel 2015-2020 «Terra Ranka» (mars 2015).

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Publique	12,7	13,0	17,8	16,9	14,7	13,3
Formation brute de capital fixe (FBCF)	5,3	6,6	5,7	6,6	6,6	6,3
Variations de stocks	0,1	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8
Exportations nettes	-5,2	-10,2	-7,6	-11,1	-3,8	-5,2
Exportations de biens et services non facteurs	25,7	15,5	18,3	20,0	28,4	27,0
Importations de biens et services non facteurs	30,9	25,7	25,8	31,2	32,2	32,3
<b>Répartition du PIB, prix courants<sup>c</sup></b>	<b>(% du PIB)</b>					
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	46,9	48,7	45,6	42,2	40,5	39,7
Industries extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industries manufacturières	11,6	12,7	13,1	13,6	13,0	13,7
Électricité, gaz et eau	0,7	0,6	0,5	0,7	0,8	0,8
Bâtiments et travaux publics	0,6	0,8	1,3	1,5	1,4	1,3
Services, dont	42,2	39,5	41,4	43,8	46,8	47,4
Commerce (de gros et de détail), restaurants, hôtels	21,2	19,5	22,3	22,9	26,9	27,5
Banques, assurances, affaires immobilières	5,5	5,8	5,2	5,2	5,5	6,0
Transports et communications	5,2	5,4	5,3	5,2	4,8	4,7
Administrations publiques et défense	10,3	8,7	8,7	10,5	9,6	9,3
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	-2,0	-2,2	-2,0	-1,9	-2,5	-3,0
<b>Finances publiques</b>	<b>(% du PIB)</b>					
Recettes totales et dons	12,5	14,7	12,3	20,0	20,8	17,3
Recettes totales hors dons	10,1	9,1	8,0	12,4	14,1	13,1
Recettes fiscales, dont	7,8	7,7	6,8	8,3	10,3	9,8
Impôts directs	2,3	2,5	2,1	2,1	2,9	2,8
Impôts indirects	5,5	5,3	4,7	6,2	7,4	7,0
Recettes non fiscales	2,4	1,4	1,1	4,0	3,8	3,3
Dons	2,4	5,6	4,4	7,6	6,7	4,3
Dépenses et prêts nets	10,7	17,4	14,8	22,5	23,7	22,3
Dépenses totales, dont	10,7	16,9	14,8	22,5	23,7	22,3
Dépenses courantes, dont	10,5	12,4	9,7	14,6	15,2	15,4
Traitements et indemnités	5,6	4,8	4,7	5,9	5,2	4,9
Dépenses en capital	0,1	4,5	5,1	7,6	8,1	6,6
Prêts nets	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base engagement)	1,9	-2,8	-2,5	-2,5	-2,9	-4,9
Solde global hors dons (base engagement)	-0,5	-8,3	-6,9	-10,2	-9,6	-9,2
Solde global base caisse	2,0	-1,9	-1,6	-2,9	-4,2	-5,3
Financement, dont	0,4	2,6	2,9	3,0	4,2	5,8
Financement intérieur	0,4	1,2	1,8	0,6	2,3	4,2
Financement extérieur	0,0	1,4	1,1	2,4	1,9	1,7
Gap de financement	2,4	0,7	1,4	0,0	0,1	0,6
Dette publique extérieure	21,4	25,4	26,7	30,8	32,2	33,2

a Le franc CFA, commun aux pays de l'UEMOA, est rattaché à l'euro au cours de: 1 € = 655,96.

b Le signe moins (-) signifie une dépréciation.

c Estimations pour 2013; projections pour 2014-2016.

Source: Données fournies par les autorités; BCEAO, Annuaire statistique 2016; Banque africaine de développement, Annuaire statistique pour l'Afrique, 2017; FMI, International Financial Statistics. Adresse consultée: <http://elibrary-data.imf.org/>; et Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde. Adresse consultée: <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=World%20Development%20Indicators>.

1.6. En tant que membre de l'UEMOA et de la CEDEAO, la Guinée-Bissau a adopté diverses dispositions des deux communautés qui lui ont permis d'harmoniser, avec les autres membres, des éléments de plusieurs de ses politiques, y compris monétaire et bancaire, de change, et commerciales (rapport commun, sections 1, 3, et 4).

## 1.2 Évolution économique récente

1.7. L'économie bissau-guinéenne a fait preuve de résistance face aux tensions socio-politiques continues, qui se sont traduites par la paralysie intermittente de l'administration publique et des suspensions de l'assistance par les principaux partenaires au développement. Après une période relativement brève de récession, le PIB réel a progressé à un rythme généralement soutenu durant 2013-2016 (tableau 1.1). Cette performance reflète, en partie, l'effet conjugué d'une amélioration des termes nets de l'échange et des mesures de soutien aux intrants agricoles.

1.8. La longue période d'instabilité politique a eu un effet négatif sur la gestion des finances publiques. En 2016, les dépenses non régularisées ont atteint 1,1% du PIB et des arriérés de paiements intérieurs (1% du PIB) ont ressurgi.<sup>2</sup> Par ailleurs, la Guinée-Bissau ne parvient toujours

<sup>2</sup> FMI (2016), *Guinea-Bissau - First and Second Reviews under the Extended Credit Facility Arrangement, Request for Rephasing of Disbursements, Modification of Performance Criteria and Financing*

pas à respecter l'objectif communautaire concernant le ratio de masse salariale aux recettes fiscales qui était de 49,6% en 2016, contre 71,6% en 2011 (rapport commun, section 1). Les déficits budgétaires (hors dons) ont persisté durant 2012-2016 et n'ont pas pu être comblés par les appuis budgétaires accordés par les partenaires au développement. L'encours de la dette extérieure rapporté au PIB a maintenu une trajectoire croissante. Des initiatives législatives seraient en cours afin d'améliorer la transparence et la gestion des finances publiques, notamment en ce qui concerne les garanties et la dette de l'État.

1.9. La reprise économique et la baisse des exportations informelles d'anacarde dans un contexte de prix internationaux favorables ont contribué à l'amélioration des recettes fiscales qui ont avoisiné 10% du PIB en 2015-2016. Toutefois, le taux moyen de pression fiscale demeure inférieur à l'objectif défini au sein de l'UEMOA (rapport commun, section 1). En conséquence, les autorités ont poursuivi l'apurement des arriérés d'impôts par les entreprises d'état et ont mis en place un système informatisé afin de mieux contrôler la base imposable dans le secteur des télécommunications. Les autres mesures en cours comprennent: la mise en place d'une facture uniforme portant identifiant fiscal du contribuable; l'exigence d'attestation fiscale (telle qu'établie par la loi) pour tous les contrats et paiements effectués par l'État; et l'introduction d'un régime fiscal visant les petits contribuables.

1.10. La Guinée-Bissau applique les politiques monétaires et de change communes aux États membres de l'UEMOA (rapport commun, section 1). Toutefois, la performance de son secteur financier rencontre des difficultés. En effet, en 2016, le crédit bancaire au secteur privé était estimé à 11% du PIB, restant nettement inférieur à la moyenne de l'UEMOA (25%) et celle des pays de l'Afrique subsaharienne (28%). L'encours de créances en souffrance a atteint 25,7% en décembre 2014, incitant l'État à recourir à des tentatives controversées de solution.<sup>3</sup>

1.11. L'inflation sur le marché national, essentiellement rythmée par l'évolution des cours mondiaux des principaux produits d'importation (céréales et combustibles), est restée à des niveaux modérés (tableau 1.1).

1.12. Selon les données préliminaires disponibles, le solde du compte courant de la balance des paiements serait excédentaire durant 2014-2016 (tableau 1.2). Cette évolution reflète aussi bien le dynamisme des envois de fonds des migrants que la baisse des cours mondiaux du pétrole et la hausse du prix du principal produit d'exportation de la Guinée-Bissau, l'anacarde.

**Tableau 1.2 Balance des paiements, 2011-2016**

(Millions d'euros, sauf indication contraire)

	2011	2012	2013	2014 <sup>a</sup>	2015 <sup>a</sup>	2016 <sup>a</sup>
Compte des transactions courantes	-10,1	-64,8	-39,5	4,7	18,9	0,8
Biens et services	-41,2	-78,7	-59,6	-88,7	-44,4	-51,7
Balance des biens	-1,5	-39,2	-22,6	-36,3	40,9	12,5
Exportations de biens f.a.b.	171,2	102,3	115,1	125,2	227,5	237,8
Importations de biens f.a.b.	-172,7	-141,5	-137,7	-161,4	-186,6	-225,3
Importations de biens c.a.f.	-200,9	-164,5	-161,1	-195,9	-226,4	-269,5
Balance des services	-39,6	-39,5	-37,0	-52,4	-85,2	-64,2
Crédit	32,2	16,9	28,7	35,4	32,8	29,1
dont voyage	10,1	10,5	7,0	15,7	15,5	11,6
Débit	-71,7	-56,4	-65,7	-87,8	-118,0	-93,3
dont fret et assurances	0,0	-22,7	-19,5	-28,5	-37,2	-25,2
Revenu primaire	-13,3	-25,8	-6,1	28,2	23,0	12,3
dont intérêts sur la dette	-1,1	-0,5	-0,2	-2,0	-1,7	-1,8
Revenu secondaire	44,4	39,6	26,1	65,4	40,2	40,1
Administrations publiques	26,4	18,1	2,9	36,0	9,9	10,7
Autres secteurs	18,0	21,5	23,3	29,4	30,3	29,4
dont transferts de fonds des migrants	22,9	18,9	22,6	29,3	29,6	27,9
Compte de capital	41,2	24,2	24,1	41,8	54,0	42,5
Compte financier	-13,3	2,6	-24,2	-55,9	6,3	-20,6

Assurances Review, IMF Country Report n° 16/384. Adresse consultée:

<http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=44476.0>.

<sup>3</sup> FMI (2016), *Guinea-Bissau - First and Second Reviews under the Extended Credit Facility Arrangement, Request for Rephasing of Disbursements, Modification of Performance Criteria and Financing Assurances Review*, IMF Country Report n° 16/384. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=44476.0>.

	2011	2012	2013	2014 <sup>a</sup>	2015 <sup>a</sup>	2016 <sup>a</sup>
Investissement direct	-17,4	-5,3	-14,8	-19,7	-14,6	-16,3
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	-14,5	-7,6	-3,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	4,1	7,9	-9,5	-21,8	28,5	-0,5
Erreurs et omissions nettes	-3,5	-7,5	7,6	9,3	-11,9	0,0
Solde global	40,9	-50,6	16,3	111,7	54,6	63,9
<b>Pour mémoire:</b>						
Compte courant (% du PIB)	-1,3	-8,4	-5,0	0,6	2,1	0,1
Réserves officielles brutes (millions de \$EU)	220,0	164,6	186,3	287,0	332,1	..
En mois d'importations de biens et services	7,1	6,8	7,8	..	..	..
Flux entrant d'IED (millions d'€)	18,0	5,2	14,8	21,7	16,5	..
Pourcentage du PIB	2,3	0,7	1,9	2,7	1,8	..
Stock entrant d'IED (millions d'€)	60,3	71,8	88,0	97,5	120,8	..
Pourcentage du PIB	7,6	9,3	11,2	12,1	13,2	..

.. Non disponible.

a Données préliminaires.

Source: BCEAO, Annuaire statistique 2016; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde. Adresse consultée: <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=World%20Development%20Indicators>; et UNCTADstat. Adresse consultée: <http://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html>.

1.13. Selon les dernières prévisions du FMI, la reprise économique devrait se poursuivre en 2017-2018, avec un taux de croissance du PIB réel d'environ 5% et des déficits budgétaires (dons inclus) en dessous de 3% du PIB. La reprise de la demande privée devrait se traduire par une hausse de l'inflation, mais cette dernière devrait rester à des niveaux modérés (2,8%). Les autorités prévoient une accélération soutenue de la croissance économique nominale (de 5,4% en 2017 à 6% en 2020) et des taux annuels d'inflation fluctuant entre 1,5% et 2% durant 2017-2020. Selon leurs prévisions, le solde budgétaire global resterait déficitaire (-2,3% du PIB) en 2017, puis afficherait des modestes excédents durant 2018-2020.

1.14. Les perspectives de croissance économique demeurent fortement dépendantes de la rupture effective du cycle d'instabilité socio-politique, de la performance du secteur de la noix de cajou et de la continuité des réformes visant l'amélioration de l'administration publique. Le recours au financement extérieur, y compris aux appuis des partenaires au développement, continuerait de jouer un rôle important dans le développement économique de la Guinée-Bissau.

### 1.3 Résultats commerciaux

1.15. La composition et la répartition géographique des échanges commerciaux de la Guinée-Bissau demeurent difficiles à cerner, en raison de l'importance des circuits informels et les facilités de fraudes aux frontières terrestres poreuses et à travers les nombreuses îles. Ainsi, l'ampleur du commerce extérieur du pays, notamment sa dimension communautaire, ne serait pas pleinement reflétée dans les statistiques disponibles.

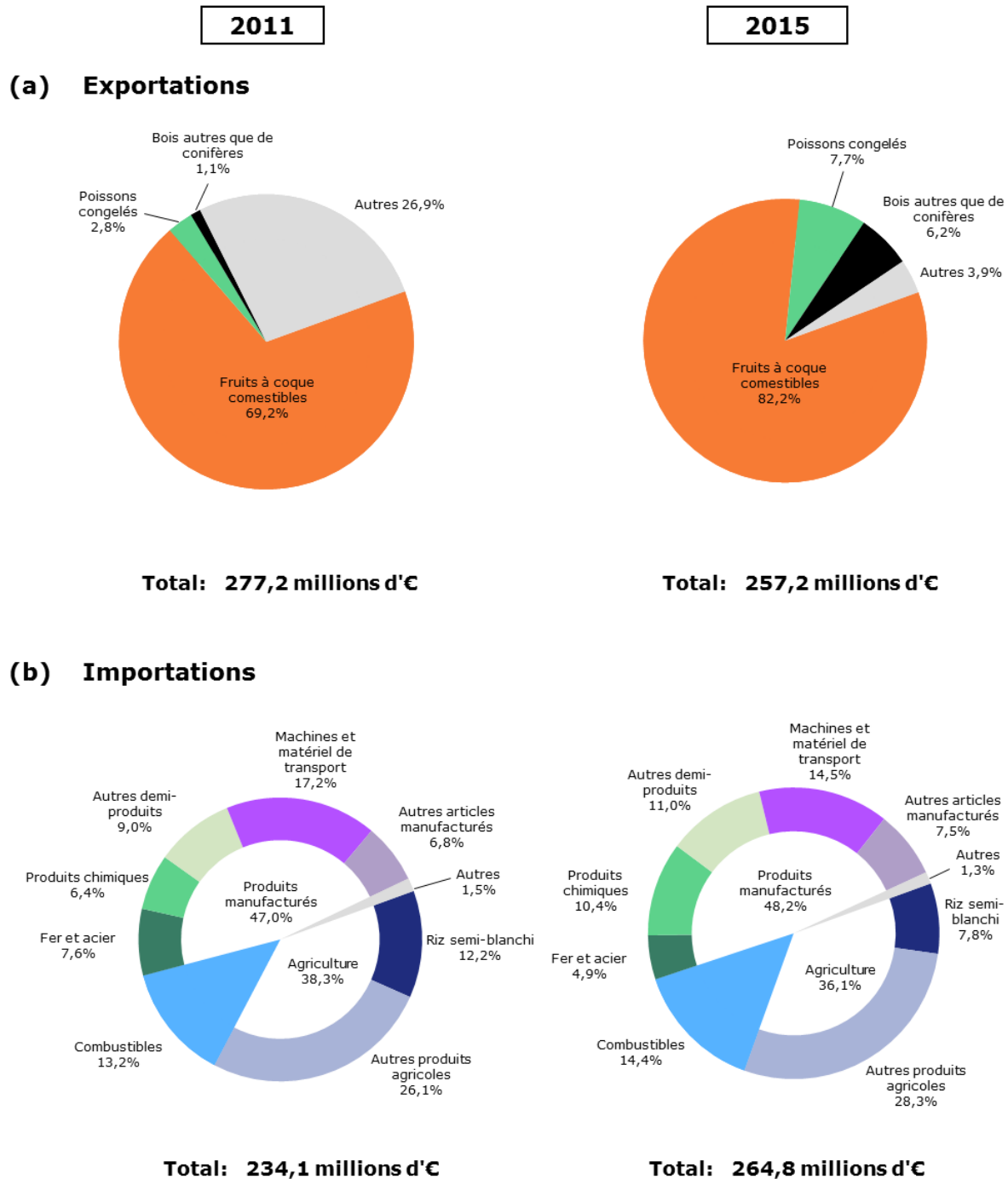
1.16. La structure des échanges commerciaux de la Guinée-Bissau n'a pas significativement changé depuis son dernier examen (tableaux A1.1 et A1.2). Les importations principales comprennent les produits alimentaires (notamment le riz), les combustibles, les matériaux et équipements, les véhicules, le ciment et les médicaments. Les fluctuations des prix du pétrole et des denrées alimentaires sur les marchés internationaux ont influencé l'évolution de leurs parts respectives dans la valeur totale des importations. L'Union européenne, en particulier le Portugal, demeure la principale source des importations de marchandises, suivie du Sénégal et de la Chine (tableau A1.3).

1.17. Les exportations bissau-guinéennes continuent d'afficher une très forte concentration sur un seul produit et un principal débouché, ce qui comporte d'importants risques (graphiques 1.1 et 1.2). La noix de cajou non transformée continue de dominer les exportations totales, avec une part de 82,2% en 2015, contre 69,2% en 2011. La majorité (70,6% en 2015) des exportations formelles de ce produit demeure destinée à l'Inde, nonobstant certains signes de diversification vers le Viet Nam (tableau A1.4).

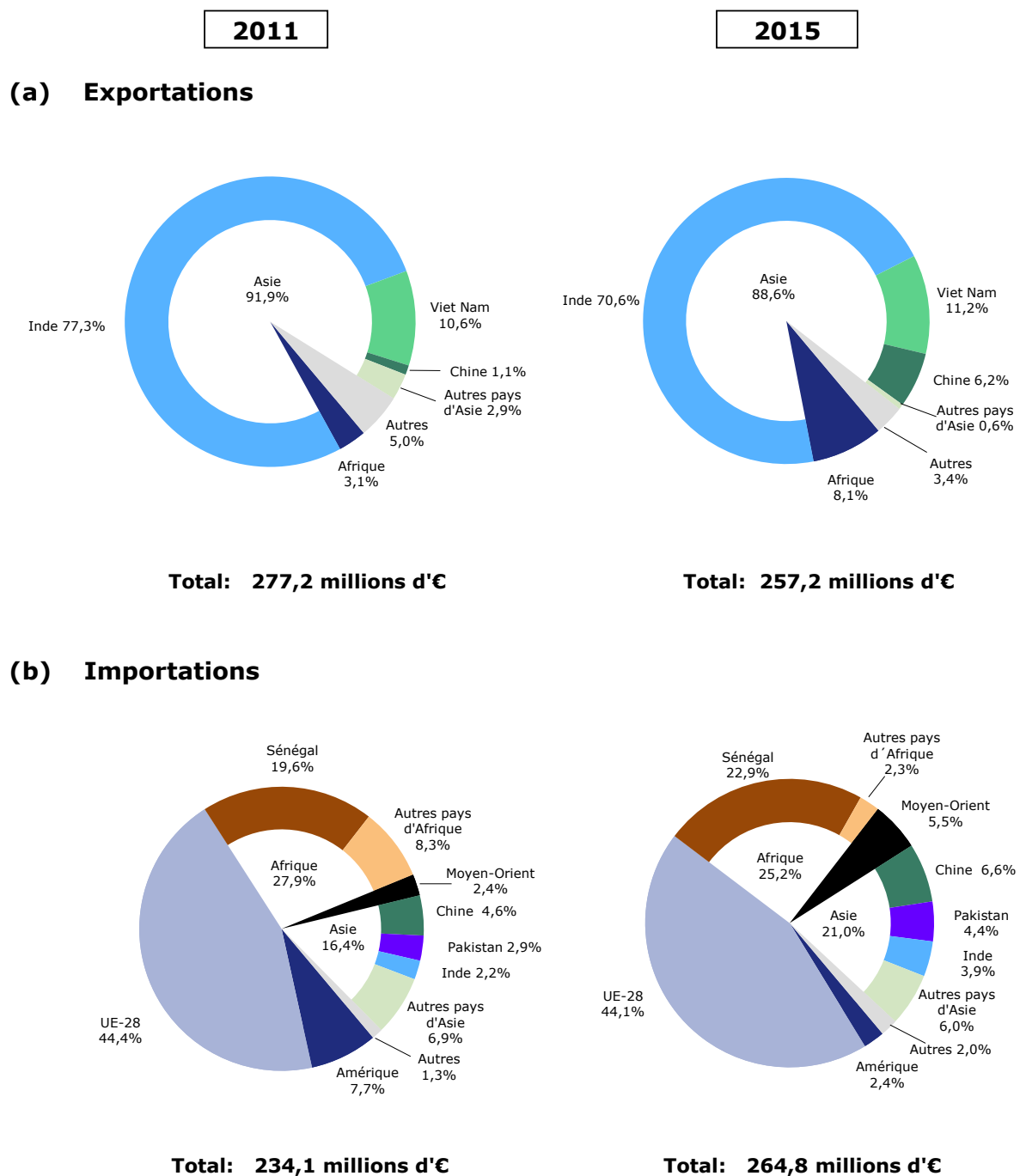


1.18. La Guinée-Bissau est traditionnellement importatrice nette de services, dont le transport de fret et les voyages sont les plus importantes catégories. Selon les autorités, les importations de services de télécommunications, de services de conseil en gestion et de services informatiques sont également à la hausse.

**Graphique 1.1 Structure du commerce des marchandises, 2011 et 2015**



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, basés sur les données miroirs extraites de Comtrade, DSNU (CTCI Rev.3).

**Graphique 1.2 Direction du commerce des marchandises, 2011 et 2015**

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, basés sur les données miroirs extraites de Comtrade, DSNU (CTCI Rev.3).

#### 1.4 Investissement étranger direct

1.19. L'investissement privé en Guinée-Bissau est resté bien en dessous de son dynamisme potentiel durant la période d'examen. En effet, le climat d'instabilité socio-politique a pesé sur l'environnement des affaires tant de manière directe qu'à travers la lourdeur de l'administration publique, les déficiences des infrastructures de base et les contraintes à l'accès au crédit.

1.20. Selon les autorités, durant 2011-2015 des investissements étrangers directs (IED) ont été réalisés principalement dans l'hôtellerie et le commerce de détail. Malgré leurs fortes potentialités, des secteurs comme l'agro-industrie, la pêche commerciale, le tourisme, et les mines n'ont pas encore attiré d'importants investissements. Les IED proviennent principalement de l'Union européenne (Espagne et Portugal); les investissements en provenance de l'espace UEMOA représentaient environ 2% du stock total des participations directes en 2015.

## 2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

### 2.1 Cadre général

2.1. Ancienne colonie portugaise, la Guinée-Bissau déclara son indépendance le 24 septembre 1973 et fut reconnue comme telle par le Portugal le 10 septembre 1974. Jusqu'à présent le pays a connu une période quasiment ininterrompue d'instabilité politique.

2.2. La Constitution actuelle de 1984, amendée en 1991, 1993 et 1996, dispose dans son article 62 que le Président de la République est le chef de l'État, garant de l'indépendance nationale et de la Constitution, et commandant en chef des forces armées. Il est élu au suffrage universel direct, à la majorité des votes exprimés. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, un second scrutin a lieu après 21 jours pour départager les deux candidats ayant obtenu le plus de voix. Son mandat est de cinq ans. Il ne peut se présenter pour un troisième mandat consécutif, ni se présenter au cours des cinq années après la fin de son second mandat (article 66). Le Président de l'Assemblée nationale populaire assure l'intérim du chef de l'État en cas de vacance du pouvoir (article 71), comme cela a été le cas après le décès du Président en janvier 2012. Il dispose en principe de 60 jours pour organiser une nouvelle élection présidentielle. La prochaine élection présidentielle est prévue pour avril 2018.

2.3. Le Président nomme et démet les ministres et ratifie les accords internationaux, traités et conventions. Il peut légiférer par décret (article 70) et prendre des décrets-lois. Ces derniers, qui constituent un moyen pour l'exécutif de se substituer au législatif, doivent être en principe ratifiés par l'Assemblée (article 85); cependant, s'ils ne sont pas opposés dans un délai de 30 jours (article 92), ils sont automatiquement considérés comme ratifiés. Dans la hiérarchie des normes, la Constitution est le texte suprême, suivie des traités (et conventions et accords internationaux), des lois, des décrets-lois, des décrets et des arrêtés.

2.4. Le pouvoir législatif est exercé par un parlement monocaméral, l'Assemblée nationale populaire (ANP). La législature dure quatre ans, et les députés sont élus au suffrage universel direct. La dernière élection législative date de mai 2014, la prochaine est donc prévue en mai 2018. Selon les articles 76 et suivants, l'ANP vote les lois, les motions et les résolutions, et les traités que lui soumet le gouvernement. Ainsi, les Accords de l'OMC et le Traité de l'UEMOA furent tous deux approuvés au moyen d'une loi. L'ANP approuve aussi en principe annuellement les lois de finance, ainsi que les comptes de l'État. Les membres du gouvernement peuvent siéger et s'exprimer à l'ANP. Selon les autorités, tous les textes législatifs seraient publiés au Journal officiel (*Boletim Oficial*).

2.5. Le gouvernement, nommé par le Président de la République sur la base des résultats de l'élection législative, est dirigé par le Premier Ministre (article 98). Le gouvernement est responsable devant l'ANP qui doit approuver son programme.

2.6. Le système judiciaire de la Guinée-Bissau est chapeauté par la Cour suprême, suivie des cours et tribunaux régionaux et sectoriels. Son indépendance est inscrite dans la Constitution (article 95). Selon l'article 92, les juges de la Cour suprême sont nommés par le Président, de même que le Procureur général qui dirige le Ministère public.

2.7. Selon un rapport récent du rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats en Guinée-Bissau<sup>1</sup>, "les problèmes du système judiciaire ne sont pas tant d'ordre normatif que liés à l'application déficiente voire inexistante des dispositions juridiques nationales et internationales existantes". La faiblesse du système judiciaire représente un frein considérable au développement économique du pays, car l'application des lois et du cadre réglementaire nécessaires à la confiance des agents économiques n'est pas effective, et la protection des contrats et autres droits économiques n'est pas garantie. Les quelques tribunaux ou cours de justice du pays sont décrits comme surchargés et manquant de moyens, et leurs sentences comme largement non appliquées. D'après ce même rapport, les juges, mais également les membres du parquet, les agents de police judiciaire et les avocats, font parfois l'objet d'intimidations. Devant les difficultés d'accès à la justice de nombreux citoyens

---

<sup>1</sup> A/HRC/32/34/Add.11 du 4 avril 2016. Adresse consultée:  
[https://unigbis.unmissions.org/sites/default/files/a\\_hrc\\_32\\_34\\_add1.pdf](https://unigbis.unmissions.org/sites/default/files/a_hrc_32_34_add1.pdf).

recourent au système de justice traditionnel et au droit coutumier dont le rôle est expressément reconnu par la Constitution.

2.8. La faiblesse du système judiciaire explique en partie l'importance du trafic illicite et contribue à entretenir le climat de violence. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) travaille au renforcement du système de justice et de l'état de droit en Guinée-Bissau, notamment par la spécialisation de juges et de procureurs aux affaires liées au trafic de stupéfiants et de criminalité organisée, ainsi que par un appui à la création d'un système pénitentiaire moderne et à la mise en place d'une autorité centrale pour la coopération internationale en matière pénale et pour l'entraide judiciaire. Une unité de lutte contre la criminalité transnationale (TCU) a été mise en place en décembre 2010 dans le cadre du programme WACI (Initiative pour la côte ouest-africaine), étendu en 2015 jusqu'en 2018.<sup>2</sup> La Guinée-Bissau participe également au projet Crimjust, présenté en octobre 2016 par l'ONUDC, en partenariat avec l'Union européenne, Interpol et Transparency International. Ce projet, d'une durée de quatre ans (2016-2020), est destiné à renforcer les enquêtes criminelles et la coopération de la justice pénale le long de la route de la cocaïne de l'Amérique du Sud à l'Europe, via l'Afrique de l'Ouest.

2.9. Depuis 2002, le cadre juridique des affaires est en principe harmonisé avec celui des autres pays de la région par la mise en application des actes uniformes de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). Ces actes ont automatiquement force de loi en Guinée-Bissau, et peuvent en principe être invoqués directement auprès des tribunaux.<sup>3</sup> Depuis 2009, la Guinée-Bissau possède un Tribunal de commerce, mis en place dans le cadre de l'OHADA. Les autorités recherchent une assistance pour mettre en place la Commission nationale de l'OHADA.

2.10. Dans le contexte d'instabilité politique qu'a connu la Guinée-Bissau jusqu'à présent, les politiques commerciale et d'investissement n'ont pas constitué une priorité de l'action gouvernementale et elle accuse un retard important dans la modernisation de son cadre réglementaire commercial en général, et douanier en particulier (section 3). Les activités législatives en matière de commerce ont été très limitées depuis son dernier EPC en 2012. Les lois réglementant le commerce sont difficilement accessibles (tableau 2.1).

**Tableau 2.1 Textes législatifs de la Guinée-Bissau relatifs au commerce et à l'investissement, 2012**

Législation	Domaine
Décret n° 19/2011 du 3 mai 2011 Décret n° 3/2005 du 16 avril 2005 Décret-loi n° 01/2005 Arrêté ( <i>despacho</i> ) n° 3/2011 du 8 avril 2011 Décret n° 9 /2012 du 6 novembre 2012 Décret n° 0017/GMCI/2009 du 21 mai 2009 Décret n° 4/99 du 18 août 1999	Réglementation de la production et des exportations de noix de cajou brutes; création d'un fonds de développement  Pesée obligatoire des noix de cajou à l'exportation Relatif au régime de quarantaine végétale Conseil des chargeurs ( <i>Conselho nacional de carregadores da Guiné-Bissau</i> ) Valeurs minimales à l'importation Valeurs de référence à l'importation Conseil des chargeurs ( <i>Conselho nacional de carregadores da Guiné-Bissau</i> )
Avis du Secrétariat d'État chargé des transports	Bordereau de suivi des cargaisons Frais ( <i>emolumentos pessoais</i> ) pour les services douaniers rendus Acompte sur l'impôt sur les bénéfices industriels ( <i>Adiantamento da contribuição industrial</i> ) Transbordement ( <i>Taxa de baldeação</i> ) Taxe de transit (2%)
Ordre de service n° 31/GDGA/2011 du 12 septembre 2011	Droits d'accises à l'importation
Décret n° 6/2000 du 22 août 2000	Portant sur le contrôle de la qualité des denrées alimentaires
Actes uniformes de l'OHADA	Législation OHADA
Décret-loi n° 1/2005 du 16 avril 2005	Guichet unique ( <i>Centro de formalização de empresas</i> )
Loi n° 13/2011	Code des investissements
Décret n° 13/2012 du 19 décembre 2012	Statut de l'agence de promotion des investissements, <i>Guiné-Bissau investimentos</i> (GBI)
Loi n° 5/98 du 23 avril 1998	Loi foncière

<sup>2</sup> Le programme WACI est un partenariat entre l'ONUDC, le bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) le département des affaires politiques des Nations Unies, le département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, la CEDEAO et Interpol.

<sup>3</sup> OHADA, renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://www.ohada.org>.

Législation	Domaine
Décret-loi n° 12/2010 du 25 mars 2010 Décret-loi n° 8/2011 du 10 mai 2011	Régime des sociétés commerciales et des commerçants en nom propre Limitant le système des licences des activités économiques à quelques secteurs et le remplaçant par des déclarations de début d'activité et un système d'approbation tacite pour les autres secteurs
Décret-loi n° 9/2011 du 7 juin 2011 Arrêté ( <i>despacho</i> ) n° 02/2016 du 23 mars 2016	Commerce des produits de pêche Sur les conditions d'accès aux ressources halieutiques de la zone économique exclusive
Décret-loi n° 4/86 du 29 mars 1986 Décret n° 33/87 du 30 décembre 1987 Loi n° 1/2000 du 24 juillet 2000 Décret-loi n° 4/2006 du 26 juillet 2006 Décret-loi n° 6/2006 du 26 juillet 2006 Loi n° 3/2014 du 29 avril 2014 Loi n° 3/95 du 24 mai 1995	Régime des activités minières
Loi n° 10/2010 du 24 septembre 2010	Sur le numéro d'identification fiscal Instituant une procédure pour l'évaluation environnementale des projets, débouchant sur la délivrance d'une licence environnementale

.. Non disponible.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base d'informations fournies par les autorités.

## 2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale

2.11. Le Ministère du commerce est en principe le principal acteur de l'élaboration et de l'administration de la politique commerciale de la Guinée-Bissau. D'autres ministères et agences contribuent à la définition et à l'application de la politique commerciale dans le cadre de leurs attributions générales ou sectorielles. C'est le cas notamment du Ministère de l'industrie et de l'énergie, du Ministère de l'économie et des finances, du Ministère de l'agriculture et du développement rural, du Ministère du tourisme, du Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des communautés, du Secrétariat d'État aux transports et communications, du Secrétariat d'État à la pêche et à l'économie maritime, de l'Agence de promotion des investissements (*Guiné-Bissau investimentos*, GBI), du Conseil d'administration et d'accompagnement de l'investissement étranger (*Conselho de fiscalização e acompanhamento*), de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et du Centre de formalisation des entreprises (CFE), de l'Agence nationale du cajou de Guinée-Bissau (ANCA-GB) et du Fonds de promotion et d'industrialisation des produits agricoles (FUNPI).

2.12. Le Comité interministériel sur le commerce (CIC) a été mis en place par décret en mars 2017, mais il n'est pas encore opérationnel. Il est présidé par le Ministre du commerce et co-présidé par le Ministre des finances. La désignation de ses membres est en cours.

2.13. Le secteur privé est associé à la formulation de la politique commerciale, de manière ad hoc; les principales instances consultées sont la Chambre de commerce (CCIAS), la récente Chambre de commerce de Guinée-Bissau (CDC-GB), l'association des transporteurs ASTRA, l'Association nationale des producteurs d'anacardes (ANAG) et l'association des producteurs agroalimentaires Agro-Safim. Comme l'indique le tableau 2.1, les principales lois touchant au commerce international ont été mises en œuvre par décret ou par décret-loi du Président de la République, du Premier Ministre ou du Ministre de l'économie et des finances, qui peut changer les taux, suspendre ou rétablir tout ou partie des droits et taxes inscrits dans le tarif. Par exemple, la récente surcharge sur les exportations de noix de cajou a été introduite par décret.

2.14. Les objectifs de politique commerciale de la Guinée-Bissau s'inscrivent dans la stratégie globale de développement du pays, le plan «Terra Ranka» élaboré en liaison avec le PNUD et l'Union européenne et adopté en septembre 2014. Ce plan couvre la période 2015-2025. Il prévoit de manière volontariste:

- La diversification des recettes d'exportation, assurées à ce jour à 99% par la noix de cajou et très largement concentrées sur un seul partenaire commercial, l'Inde notamment, vers d'autres productions agricoles telles que les mangues, le sésame et le riz et vers les produits de la mer.
- Le quadruplement des revenus tirés de la noix de cajou par l'amélioration de la qualité de la production (espacement des arbres et horticulture associée) et un objectif de 30% de transformation locale, et l'intégration de circuits de distribution plus efficaces.

- L'autosuffisance en riz d'ici 2020 et une situation d'exportateur net de riz en 2025, la production passant de 200 000 tonnes en 2015 à 450 000 tonnes en 2020 et à 500 000 tonnes en 2025 avec la création de capacité de stockage, de distribution et de mécanismes de financement des campagnes de commercialisation et de transformation.
- Le triplement du chiffre d'affaires du secteur de la pêche et de l'aquaculture et la création de 100 000 emplois dans ce secteur à l'horizon 2025 par une surveillance plus rigoureuse du territoire marin, une stricte collecte des redevances dues par les navires étrangers, la définition de règles de gestion durable des ressources halieutiques et la stimulation des investissements privés notamment dans le domaine de la transformation artisanale et de l'aquaculture dans une première phase, puis de la transformation industrielle dans le cadre d'une zone économique spéciale à Bissau dans un deuxième temps.
- Le développement de l'éco-tourisme, de la pêche sportive et du tourisme balnéaire en particulier dans l'archipel des Bijagos dans le cadre d'une zone touristique spéciale gérée par une agence dédiée qui mettra en oeuvre un programme d'urgence de développement des infrastructures et développera un modèle d'excellence de la gestion responsable des écosystèmes et de développement participatif et inclusif au profit des communautés locales.
- Le développement du secteur minier dans un nouveau cadre réglementaire respectant les objectifs de développement durable, mettant l'accent dans un premier temps sur l'exploitation des mines artisanales et des matériaux de construction puis, à partir de 2020, sur l'exploitation des grandes mines de phosphate puis de bauxite. Des études d'impact et de faisabilité seront également engagées pour les hydrocarbures.

2.15. Dans ce contexte, le Cadre intégré renforcé a financé une nouvelle Étude diagnostique sur l'intégration du commerce, EDIC II, après une première étude en 2009. Cette étude a été validée en 2016 et a servi de base au développement d'une stratégie nationale pour le commerce qui a, à son tour, été adoptée le 9 décembre 2016. Ces documents notent, en plus de la dépendance des recettes d'exportation d'un seul produit la noix de cajou et d'un seul pays l'Inde, la grande dépendance de la Guinée-Bissau des importations de produits alimentaires et de combustible. Ils prônent l'encouragement d'investissements nationaux et étrangers dans des domaines de nature à briser les goulots d'étranglement qui empêchent le développement de la production et des exportations, en particulier l'assainissement, l'énergie, les transports, les infrastructures de stockage et de réfrigération, la qualité, les infrastructures et les circuits de distribution et de commercialisation, ainsi que l'industrie de transformation des produits alimentaires de façon à remonter la chaîne de valeur. Ils recommandent également le renforcement des capacités administratives, une meilleure coordination par le biais de la création d'une commission interinstitutionnelle sur le commerce dotée d'un secrétariat exécutif permanent et de sous-commissions techniques spécifiques, et l'accélération de l'intégration régionale.

## **2.3 Accords et arrangements commerciaux**

### **2.3.1 Relations avec l'Organisation mondiale du commerce**

2.16. Ancienne partie contractante du GATT de 1947, la Guinée-Bissau est devenue membre originel de l'OMC en 1995. Le statut et la participation à l'OMC de la Guinée-Bissau sont présentés dans le rapport commun.

2.17. Les concessions de la Guinée-Bissau à l'issue du cycle d'Uruguay sont contenues dans la liste CXXX et ont été transposées dans le SH 2007 par le document WT/LET/899 pour ce qui concerne les marchandises et dans le document GATS/SC/110 pour les services.

2.18. Durant la période sous examen, la Guinée-Bissau n'a effectué aucune notification à l'OMC.

### **2.3.2 Accords régionaux et préférentiels**

2.19. La Guinée-Bissau participe à plusieurs accords commerciaux à l'instar des autres membres de l'UEMOA (rapport commun, section 2.4). Elle fait également partie, avec la Gambie, la Guinée

et le Sénégal, de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG). Cette organisation met sur pied des programmes de développement intégré des quatre pays, et vise l'exploitation rationnelle et harmonieuse des ressources communes des bassins des fleuves Gambie, Kayanga-Géba et Koliba-Corubal.

2.20. Actuellement, la Guinée-Bissau exporte vers l'Union européenne sous le régime "tout sauf les armes". Les principaux produits exportés sont la noix de cajou, des produits de pêche et du bois. Les exportations effectives bissau-guinéennes sont modestes. Un nouvel accord de pêche avec l'UE est en cours de négociation.

#### **2.4 Régime d'investissement**

2.21. Les activités non ouvertes aux investissements privés (nationaux ou étrangers) incluent la transmission et distribution d'électricité et d'eau, les services postaux de base (domaines réservés à l'opérateur historique Correios) et la téléphonie fixe.

2.22. L'établissement des personnes physiques est régi par le Décret-loi n° 8/2011 du 10 mai 2011 sur les procédures de licences pour les activités économiques. Celui des personnes morales dépend du centre de formalisations des entreprises créé par le Décret-loi n° 18/2010 du 30 septembre 2010.

2.23. Par ailleurs, la procédure de licence pour l'établissement continue de relever de la compétence exclusive des départements gouvernementaux de tutelle technique au travers de leurs services respectifs de délivrance de licences. Ces licences sectorielles couvrent les domaines suivants: pêches, forêt, pharmacie, banques et finances, construction et travaux publics, transports terrestre, aérien et maritime, commercialisation d'essence, commercialisation de noix de cajou, production d'eau de vie, restauration, hôtellerie, industrie, production et vente de produits vivriers, commercialisation de pesticides, production et vente de viandes, et commercialisation d'armes et de munitions.

2.24. La Loi n° 10/2010 du 24 septembre 2010 a créé une procédure pour l'évaluation environnementale des projets, visant à délivrer une "licence environnementale" pour des projets, programmes, plans ou politiques à développer. En cas de projet, programme, plan ou politique à développer en zone classifiée/protégée, zone humide d'importance nationale ou internationale, zone vulnérable et sensible aux événements naturels entre autres, la demande de licence environnementale est automatiquement refusée. Tous les projets d'investissements quels qu'ils soient doivent obtenir la licence environnementale.

2.25. De mai 2011 à février 2016, le CFE a enregistré la création de 2 137 entreprises dont 217 SA et 1920 SARL, 989 créations d'entreprises par des nationaux, 664 par des entrepreneurs étrangers et 430 avec des capitaux mixtes; 1 996 de ces entreprises ont été créées dans le domaine du commerce, 114 dans celui de l'industrie et 68 dans celui du tourisme.

2.26. La procédure au titre du CFE est indépendante du processus de vérification des conditions d'établissement nécessaires à l'exercice des différents types d'activités qui est l'apanage des autorités de tutelle de chaque secteur, ainsi que du processus de vérification des conditions liées aux personnes physiques et aux personnes morales pour l'exercice d'une activité qui relève, lui, du Registre du commerce et du crédit immobilier.

2.27. L'accès et l'exercice des activités industrielles sont réglementés par la Loi n° 1491 du 26 août 1950, modifiée par l'Arrêté conjoint n° 18/GM/2000 du 26 juin 2000 du Ministère de l'économie et du Secrétariat d'État à l'industrie et au tourisme. L'enregistrement s'effectue au Centre de formalisation des entreprises. Les licences sont ensuite instruites et délivrées par la Direction générale de l'industrie qui assure également les inspections nécessaires. Le coût de la procédure est variable selon les activités, qui sont réparties en quatre classes:

- classe 4 (industrie artisanale): industrie familiale, petite activité et micro-industrie: 125 000 FCFA;
- classe 3 (petite industrie): activités semi-industrielles: 200 000 FCFA;
- classe 2 (moyenne industrie): 500 000 FCFA; et
- classe 1 (grande industrie): 1 000 000 FCFA.



2.28. Le régime des investissements est gouverné par le Code des investissements (Décret-loi n° 03/2009 du 31 décembre 2009 promulgué en 2011) qui a été décrit en détail dans le rapport d'examen de mai 2012<sup>4</sup> et n'a connu aucune évolution depuis. Des codes spécifiques réglementent les investissements dans certains secteurs (section 4).

2.29. L'Agence de promotion des investissements - Guinée-Bissau Investissements (API-GBI) -, également appelée Direction générale de promotion de l'investissement privé, est un établissement public créé par Décret en 1991, et placé sous la tutelle du Ministère chargé de l'économie. L'API constitue l'interface entre le gouvernement et le secteur privé en matière d'investissement. Elle dispose d'une autonomie administrative et financière, et a pour vocation la promotion des investissements privés en Guinée-Bissau. Son statut a été révisé par le Décret n° 13/2012 du 19 décembre 2012. La DGPI va fusionner avec l'Agence nationale de promotion d'investissement et le processus est en cours. Les statuts de l'Agence ont été publiés au Bulletin officiel n° 8, le 30 août 2016.

2.30. Dans le cadre de sa participation à l'Agence multilatérale de garantie des investissements de la Banque mondiale (AMGI), deux projets ont bénéficié en 2016 de cette garantie dans le secteur de l'hôtellerie et des télécom respectivement.

2.31. Le plan stratégique de développement "Terra Ranka (2015-2025)" comporte un axe "environnement des affaires" centré sur trois projets. Le premier de ces projets est la mise en place d'un cadre juridique incitatif par l'élaboration de codes sectoriels pour l'agriculture, l'agro-industrie, le tourisme, les mines et la pêche. Le second projet est une réforme du cadre des affaires issue d'un dialogue public-privé et visant à renforcer l'agence de promotion des investissements et le centre de formalisation des entreprises, à élaborer un code pour les petites et moyennes entreprises ainsi que des actions d'accompagnement et à mettre en oeuvre un plan de développement d'un secteur financier inclusif. Enfin le troisième projet consiste en la création de "plateformes économiques intégrées", c'est-à-dire l'élaboration d'un cadre réglementaire pour des zones économiques spéciales et la création d'une zone économique spéciale à Bissau.

2.32. Selon les indicateurs des rapports *Doing Business* élaborés par la Banque mondiale, le classement de la Guinée-Bissau est en légère progression: 172<sup>ème</sup> sur 190 en 2017 en progression de cinq places par rapport à 2016 et à une vingtaine de places de la fin du classement, alors qu'en 2007 et 2011 elle figurait parmi les trois derniers du classement. Huit des dix sous-indicateurs de ce classement s'établissent à un niveau supérieur à cette moyenne générale: la protection des investisseurs minoritaires (137<sup>ème</sup>), l'obtention de prêts (139<sup>ème</sup>), le transfert de propriété et le paiement des taxes et impôts (149<sup>ème</sup>), le commerce transfrontalier (153<sup>ème</sup>), l'obtention des permis de construire (155<sup>ème</sup>), l'exécution des contrats (164<sup>ème</sup>) et le règlement de l'insolvabilité (169<sup>ème</sup>). Seuls deux sous-indicateurs sont en dessous de la moyenne générale: la création d'entreprise (176<sup>ème</sup>) et le raccordement à l'électricité (182<sup>ème</sup>).

---

<sup>4</sup> Document WT/TPR/S/266, Annexe 2, chapitre II.4.

### 3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES PAR MESURE

#### 3.1 Mesures agissant directement sur les importations

##### 3.1.1 Procédures et prescriptions

3.1. L'exercice de toute activité commerciale, y compris le commerce extérieur, en Guinée-Bissau demeure soumis à l'agrément préalable par le Ministère en charge du commerce. Tout opérateur économique doit obtenir une licence d'activité (tableau 3.1). Aux fins de collecte de statistiques pour le suivi des flux de biens et de devises, l'importation et l'exportation de tout produit sont également soumises à déclaration préalable auprès du même Ministère. Selon les autorités, la déclaration préalable sera éliminée dès que les moyens techniques de contrôle interne seront mis en place.

**Tableau 3.1 Formalités et frais d'enregistrement, 2017**

	Coût (FCFA)	Validité
<b>Licence d'activité</b>		
Importateur/exportateur	53 384	5 ans (renouvelable)
Commerce intérieur		
en gros	53 846	5 ans (renouvelable)
de détail	23 077	5 ans (renouvelable)
Commercialisation de noix de cajou		
collecteurs dans les champs	10 000	Campagne en cours
vendeurs dans les magasins	100 000	Campagne en cours
exportation de noix de cajou	800 000	Campagne en cours
<b>Justificatifs pour le commerce extérieur</b>		
Déclaration préalable d'importation/exportation	15 000	Trois mois

Source: Ministère du commerce et de la promotion de l'entrepreneuriat.

3.2. La Guinée-Bissau maintient un guichet unique (*Centro de formalização de empresas*) permettant aux opérateurs économiques (personnes morales) d'effectuer certaines procédures administratives, notamment celles relatives à la création d'une entreprise et à l'obtention de licences d'activité, en un seul endroit.<sup>1</sup> Les personnes physiques doivent adresser leurs demandes de licence d'activité au Ministère en charge du commerce. En principe, les ressortissants étrangers ne sont exclus d'aucune activité mais doivent obtenir au préalable une carte de résident étranger auprès de la Direction générale de l'immigration contre paiement de 17 500 FCFA.

3.3. Les importations et les exportations par voie maritime demeurent soumises au bordereau de suivi des cargaisons (BSC), à établir, dès l'embarquement, auprès de l'entreprise Antaser Afrique. Les cargaisons sans BSC et celles munies d'un BSC émis par toute autre entité seront bloquées au port de Bissau jusqu'à la fourniture dudit document en bonne et due forme.<sup>2</sup> Les frais d'établissement du BSC comprennent un montant fixe (frais de service) de 40 euros plus une composante variant selon l'origine et le conditionnement des marchandises (au minimum 50 euros).<sup>3</sup>

3.4. Les marchandises sous tout régime douanier, tant à l'importation qu'à l'exportation, doivent faire l'objet d'une déclaration en douane, conformément au modèle uniforme UEMOA/CEDEAO. Les documents exigés pour son établissement sont: l'identifiant fiscal; la déclaration préalable; le connaissance; la facture d'achat; le certificat d'assurance; la facture du fret<sup>4</sup>; la déclaration d'exportation faite par le pays de provenance; et, le cas échéant, le certificat d'origine, et le certificat phytosanitaire. La Guinée-Bissau n'a pas encore mis en place une déclaration en douane simplifiée. Les dispositions de l'UEMOA en matière de crédit d'enlèvement ne sont également pas appliquées; sur autorisation du Ministre en charge des finances, les marchandises peuvent être

<sup>1</sup> Décret-loi n° 1/2005 du 16 avril 2005.

<sup>2</sup> L'émission des BSC a été confiée exclusivement à la société Antaser Afrique dans le cadre d'un contrat de concession de mandat pour la période 2011-2021. Adresse consultée: [https://www.antaser.com/documents/bissau\\_confirmation\\_pt.jpg](https://www.antaser.com/documents/bissau_confirmation_pt.jpg) [24 octobre 2016].

<sup>3</sup> Antaser Afrique, renseignements en ligne. Adresse consultée: <https://www.antaser.com/antaser/pub/tariff> [24 octobre 2016].

<sup>4</sup> En cas d'absence de justificatifs des coûts d'assurance et/ou de fret, la douane applique un coefficient d'ajustement de 15%.

enlevées contre dépôt d'un montant fixé par celui-ci, avec remboursement ou complément ultérieur.

3.5. En général, le recours aux commissionnaires en douane (ou transitaires) agréés est régi par les dispositions communautaires (rapport commun, section 3.1.1.2). Toutefois, la Guinée-Bissau n'applique pas l'exigence de souscrire une garantie générale. En 2017, le nombre de commissionnaires en douane agréés s'élevait à 59 dont seulement trois étaient affectés à opérer à l'intérieur du pays, la plupart des commissionnaires étant agréés à opérer à Bissau. Trois sociétés étaient autorisées à déclarer pour leur propre compte. Les prix des prestations fournies par les commissionnaires en douane n'ont pas fait l'objet de réglementation formelle depuis 2012.

3.6. Une migration du système informatique de la douane bissau-guinéenne vers la version SYDONIA++, entamée en septembre 2011, a permis d'élargir l'éventail des opérations douanières automatisées et de jeter les bases d'un mécanisme de gestion des risques. En septembre 2017 SYDONIA++ fonctionnait (en communication avec le serveur central à Bissau) dans trois postes de douane traitant collectivement plus de 90% des déclarations au cordon douanier national. Toutefois, le serveur du système n'accepte pas de déclarations en dehors des heures d'ouverture de l'administration douanière et les délestages fréquents perturberaient également son fonctionnement.

3.7. Le mécanisme de gestion des risques dans le traitement des déclarations en douane prévoit trois circuits: vert (enlèvement immédiat), jaune (contrôle documentaire) et rouge (vérification physique obligatoire). Les principaux critères de sélectivité comprennent l'origine de la marchandise, le transporteur, et les éventuels antécédents de l'importateur. Toutefois, les autorités avouent que dans la pratique toutes les déclarations passent par le circuit rouge. Depuis leur mise en place, les critères de sélectivité n'ont subi aucune révision ou actualisation.

3.8. Le contrôle différé (*a posteriori*) est possible uniquement sur autorisation du Ministre des finances et n'est pratiqué qu'à la douane de Bissau. La Guinée-Bissau n'a pas encore mis en place des mécanismes permettant: l'émission de décisions anticipées; le traitement avant l'arrivée de marchandises; et des formalités simplifiées pour des opérateurs agréés.

3.9. La Guinée-Bissau continue d'éprouver des difficultés en matière de contrôle douanier, notamment aux frontières maritime et terrestres, et de comptabilisation des flux commerciaux passant via les postes douaniers non informatisés. Des renseignements à jour sur les formalités et les procédures relevant du commerce extérieur sont difficilement accessibles. Le trafic illicite demeure répandu.

3.10. Selon le rapport *Doing Business 2017* de la Banque mondiale, les délais moyens à l'exportation sont de 60 heures pour les exigences en matière de documentation et de 67 heures pour les procédures de commerce transfrontalier; à l'importation ces délais sont de 36 heures et de 72 heures, respectivement.<sup>5</sup> Selon les autorités, le délai moyen pour les formalités de dédouanement (uniquement) est d'environ trois jours à partir du dépôt de déclaration jusqu'à la mainlevée des marchandises.

### 3.1.2 Inspection et évaluation en douane

3.11. La Guinée-Bissau est censée appliquer l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC, tel que repris dans la réglementation de l'UEMOA en la matière (rapport commun, section 3.1.2). Toutefois, dans la pratique, elle éprouve des difficultés et aurait besoin d'assistance technique en matière d'évaluation en douane et de gestion des risques.

3.12. Durant 2014-2016, la plupart des marchandises importées pour la mise à la consommation en Guinée-Bissau étaient soumises à un programme de vérification à destination dont l'exécution avait été confiée par contrat à l'entreprise Bissau Link, filiale de Link International Holding.<sup>6</sup> Les importations de riz, sucre, farine de blé, essence et gasoil en étaient dispensées, mais demeurent sujettes à des valeurs de référence. Selon les autorités, les valeurs de référence des combustibles

<sup>5</sup> Renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://français.doingbusiness.org/data/exploretopics/trading-across-borders>.

<sup>6</sup> Selon les autorités, le contrat avec Bissau Link a été suspendu en novembre 2016 suite à la pression des opérateurs économiques.

servent à combattre la sous-facturation, tandis que celles appliquées aux autres produits importés visent d'en maintenir les prix à des niveaux relativement bas et stables.

### 3.1.3 Règles d'origine

3.13. Les règles d'origine de la CEDEAO, reprenant de manière quasi intégrale celles de l'UEMOA, sont, en principe, d'application nationale en Guinée-Bissau. Toutefois, aucun producteur bissau-guinéen n'était agréé sous les schémas préférentiels respectifs jusqu'en 2016. Depuis cette date, une entreprise et dix produits bissau-guinéens ont été agréés sous le schéma de la CEDEAO. Comme au moment de son précédent Examen, cette situation refléterait le faible tissu industriel en Guinée-Bissau, ainsi que les besoins en formation du personnel du comité national d'agrément.

### 3.1.4 Droits de douane

3.14. Le commerce international demeure la principale source de recettes fiscales en Guinée-Bissau. Les droits et taxes perçus au cordon douanier représentaient plus de 50% des recettes fiscales sur la période 2011-16 (tableau 3.2).

**Tableau 3.2 Recettes fiscales par source principale, 2011-2016**

(%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Impôt directs</b>	<b>29,5</b>	<b>31,8</b>	<b>31,2</b>	<b>25,5</b>	<b>27,9</b>	<b>28,9</b>
<b>Impôt indirects</b>	<b>70,5</b>	<b>68,2</b>	<b>68,8</b>	<b>74,5</b>	<b>72,1</b>	<b>71,1</b>
Droits de douane	17,3	17,6	17,4	24,4	19,1	16,8
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	8,4	7,3	10,0	8,0	8,6	10,3
Redevance statistique (RS)	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1
Prélèvement communautaire CEDEAO (PCC)	1,2	1,2	1,3	1,3	1,2	1,0
Taxe sur les exportations d'anacarde	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
Droits d'accises (IEC)	5,6	5,4	5,3	6,2	7,4	6,9
sur les importations	5,6	5,4	5,3	6,2	7,4	6,9
sur les ventes locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôt général sur les ventes (IGV)	32,5	31,2	28,9	29,6	31,6	32,1
sur les importations	19,7	19,3	18,2	19,1	20,3	20,2
sur les ventes locales	12,8	11,9	10,7	10,5	11,3	11,9
Autres impôts indirects	3,7	3,6	4,0	3,1	2,4	2,2

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, basés sur des données fournies par les autorités.

3.15. La migration du TEC de l'UEMOA vers le TEC de la CEDEAO a eu lieu en Guinée-Bissau en octobre 2016.<sup>7</sup> Bien que le comité national de suivi du TEC ait été créé en juin 2016, ses membres n'ont pas encore été nommés.<sup>8</sup> La mise en application du TEC de la CEDEAO, avec sa cinquième bande au taux de 35%, n'a pas conduit à des violations des consolidations bissau-guinéennes (rapport commun, section 3.1.4.1). La Guinée-Bissau applique également les autres droits et taxes communautaires; les importations de produits originaires de l'espace UEMOA/CEDEAO bénéficient d'une préférence communautaire (taux zéro). Les autorités bissau-guinéennes affirment ne jamais avoir eu recours à la taxe conjoncturelle à l'importation, ni à la taxe dégressive de protection.

3.16. Outre les différents droits, taxes et prélèvements perçus au niveau communautaire), les marchandises traversant le cordon douanier demeurent soumises au paiement de primes de personnel (*emolumentos pessoais*) et de déplacement (*deslocações*) pour les services douaniers rendus. À l'importation, ces primes sont calculées sur la valeur c.a.f.; le cumul de leurs taux est fonction de la marchandise concernée mais ne doit pas dépasser 1,5%.<sup>9</sup> Les marchandises en transit sont soumises à une taxe (*taxa de tráfego*) de 2% de la valeur c.a.f.

3.17. Les importations de combustibles sont soumises à un prélèvement de 4% de la valeur c.a.f. dont une partie des recettes est destinée à un fonds routier. Les activités de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture seraient financées, entre autres, par des prélèvements sur les importations de riz et de ciment au taux de 1 FCFA par kilogramme.

<sup>7</sup> Ordre de service n° 28/GDGA/2016 du 18 août 2016.

<sup>8</sup> Arrêté n° 52/MEF/2016 du 22 juin 2016.

<sup>9</sup> Pour certaines marchandises, les primes peuvent être des montants spécifiques (par exemple, 2 500 FCFA sur les véhicules).

3.18. La Guinée-Bissau accorde des réductions et exemptions de droits et taxes dans le cadre du Code des investissements (section 2.4). Des exonérations des droits et taxes au cordon douanier s'appliquent également aux importations effectuées par les structures de l'État, les entités publiques, les organisations non gouvernementales et les représentations diplomatiques. Selon les autorités, les dispositions relatives aux avantages fiscaux n'ont pas subi de modifications depuis 2005. Le manque-à-gagner annuel entraîné par les concessions à l'importation dépassait 10% des recettes fiscales sur quasiment toute la période 2012-2015 (tableau 3.3).

**Tableau 3.3 Concessions de droits et taxes au cordon douanier, 2012-2015**

(% des recettes fiscales)

	2012	2013	2014	2015
Droits de douane	5,4	4,5	6,7	3,8
Droits d'accises (IEC)	1,0	1,5	0,9	1,1
Impôt général sur les ventes (IGV)	7,2	6,3	8,9	4,3
<b>Total</b>	<b>13,7</b>	<b>12,3</b>	<b>16,4</b>	<b>9,3</b>

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, basés sur des données fournies par les autorités.

### 3.1.5 Autres impositions

3.19. La Guinée-Bissau n'a pas encore remplacé l'impôt général sur les ventes (IGV) par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA); les principales directives de l'UEMOA en la matière ne sont donc pas appliquées (rapport commun, section 3.1.5). L'application de l'IGV, dont le taux principal a été augmenté de 15% à 17% en 2015, continue de poser le problème de taxation en cascade. Un taux réduit (10%) demeure appliqué à certains produits et services.<sup>10</sup> Le cadre bissau-guinéen prévoit plusieurs exemptions, notamment pour l'importation et la commercialisation de produits pharmaceutiques<sup>11</sup>, et toutes les exportations. L'IGV perçu au cordon douanier est calculé sur la base de la valeur c.a.f. majorée des droits et prélèvements de porte et, le cas échéant, des droits d'accises. Pour les ventes sur le marché national, la base d'imposition est la valeur de la transaction.

3.20. Des droits d'accises s'appliquent à certains produits mis à la consommation en Guinée-Bissau (tableau 3.4). Le cadre bissau-guinéen est généralement conforme à la réglementation de l'UEMOA sur les droits d'accises, sauf en ce qui concerne le nombre de biens assujettis et les taux appliqués aux tabacs et aux hydrocarbures (rapport commun, section 3.1.6.2). Par ailleurs, les statistiques des recettes fiscales n'indiquent aucun prélèvement sur la production locale (tableau 3.2).

**Tableau 3.4 Droits d'accise (*imposto especial de consumo*), 2017**

Description	Taux
Eau minérale gazeuse	5%
Limonade, eau gazeuse aromatisée	10%
Autres boissons non alcoolisées	15%
Bière, vin ordinaire	30%
Vin mousseux, champagne	25%
Vermouth	40%
Vin de liqueur	45%
Boissons spiritueuses	45%
Cigarettes, cigares et cigarillos	45% + 10 FCFA par unité
Essence	40%
Essence super	75%
Gasoil	15%
Lubrifiants, liquide de frein	10%
Voitures de transport de personnes	10%
Parfums, produits cosmétiques et dépilatoires	15%
Poudres et huiles essentielles (usages cosmétiques)	10%
Explosifs à usage minier, feux d'artifice, matériel inflammable	15%

<sup>10</sup> La liste comprend: céréales, riz, farines, pain et préparations similaires, lait, journaux et publications, dispositifs anti-incendie, gaz naturel, produits pétroliers, engrais, animaux vivants, produits d'alimentation pour animaux, semences, tracteurs et machines agricoles, matériel et équipements informatiques et d'énergie solaire, et urnes funéraires.

<sup>11</sup> Loi n° 3/2015 du 21 avril 2015 reprenant les Directives n° 02/98/CM/UEMOA et n° 02/2009/CM/UEMOA.

Description	Taux
Autres explosifs et articles pyrotechniques	20%
Détonateurs, armes et munitions, poudre à canon	40%
Sachets en plastique	10%
Emballages industriels	5%
Café, thé, farine de blé, huile alimentaire	5%
Noix de cola	10%

Source: Budget de l'État (2015).

3.21. Un mécanisme de prélèvement forfaitaire sur le commerce international demeure en place à titre d'acompte sur le bénéfice industriel et commercial (*adiantamento da contribuição industrial* (ACI)). Pour les importations, y compris celles d'origine communautaire, le taux de l'acompte est fixé à 5% de la valeur en douane.

### 3.1.6 Prohibitions et restrictions à l'importation, et licences d'importation

3.22. Outre les formalités d'enregistrement afin d'exercer toute activité commerciale (section 3.1.1), des mesures de contrôle s'appliquent, en principe, aux importations de certains produits pour des raisons de sécurité, de protection de la santé publique et de moralité ou pour leur caractère stratégique (tableau 3.5).

**Tableau 3.5 Contrôles à l'importation, 2017**

Produit	Document exigé	Description
Animaux et produits animaux	Licence de commercialisation et autorisation préalable d'importation du Ministère de l'agriculture (service vétérinaire); certificat sanitaire du pays d'origine ou de provenance	Dédouanement soumis à l'intervention d'un expert vétérinaire/sanitaire afin de certifier la qualité et l'état de conservation des marchandises et/ou de valider le certificat sanitaire délivré par le pays d'origine ou de provenance
Huile d'olive et ses fractions	Certificat de qualité émis au pays d'origine ou de provenance	À défaut du certificat, l'importateur doit obtenir une autorisation du Conseil national de l'alimentation
Plantes, produits végétaux et produits phytopharmaceutiques	Autorisation préalable d'importation du Ministère de l'agriculture (service de protection des végétaux); certificat phytosanitaire du pays d'origine ou de provenance	Des exemptions sont prévues pour certains produits phytopharmaceutiques en fonction de la substance active
Armes et munitions	Autorisation préalable du Ministère de l'intérieur (Commandement général de la police d'ordre public)	Dédouanement soumis à l'intervention d'un expert du Commandement général de la police d'ordre public
Produits pharmaceutiques (positions tarifaires 2935.0000 à 2941.9000; 001.0000 à 3006.6000); appareils à usage médical (positions tarifaires 9022.1100 à 9022.9000); feuilles de coca et de cannabis; résine et huile de cannabis	Autorisation préalable du Ministère de la santé	
Substances appauvrissant la couche d'ozone (Protocole de Montréal)	Autorisation préalable de la Direction générale de l'environnement	

Source: Direction générale des douanes.

3.23. Demeurent prohibés à l'importation: les boissons alcoolisées tirant plus de 60 degrés; les boissons distillées contenant des essences ou des produits chimiques nocifs (absinthe, aldéhyde benzoïque, esters salicyliques, hysope, etc.); les drogues et stupéfiants; les emballages en étain contenant des produits autres que les huiles minérales; les médicaments et aliments nocifs à la santé; les produits de la contrefaçon; les substances alimentaires contenant de la saccharine; et les animaux, les produits animaux, les plantes et le matériel végétal provenant de zones infectées.

### 3.1.7 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde

3.24. La Guinée-Bissau n'a pas de législation nationale et d'autorité compétente en matière de mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde. Les dispositions communautaires devraient s'appliquer en ces matières (rapport commun, section 3.1.9) Selon les autorités, de telles mesures n'ont jamais été prises par la Guinée-Bissau.

### 3.1.8 Autres mesures

3.25. La Guinée-Bissau applique les sanctions commerciales décidées dans le cadre de l'ONU ou des instances régionales auxquelles elle participe. Les autorités affirment n'avoir conclu aucun accord avec des gouvernements ou des entreprises étrangères en vue d'influencer la quantité ou la valeur des marchandises et services exportés vers la Guinée-Bissau.

## 3.2 Mesures agissant directement sur les exportations

### 3.2.1 Procédures et prescriptions

3.26. Les formalités d'enregistrement requises à l'importation de marchandises à des fins commerciales s'appliquent également aux exportations. Les exportations par voie maritime font aussi l'objet d'un bordereau de suivi des cargaisons. L'exportation de la noix de cajou demeure soumise à certaines conditions additionnelles, y compris une licence particulière établie uniquement pour la campagne en cours (section 3.1.1).

### 3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements

3.27. Les exportations de certains produits demeurent soumises à un prélèvement à titre d'impôt foncier (*contribuição predial rústica*), dont les taux sont fixés sur base non *ad valorem* à partir de 2014 (tableau 3.6).

**Tableau 3.6 *Contribuição predial rústica*, 2017**

Description	Taux
Bois en grumes, selon l'espèce	28 000-650 000 FCFA/m <sup>3</sup>
Bois scié, selon l'espèce	14 000-450 000 FCFA/m <sup>3</sup>
Noix de coco, caoutchouc, sable	5 FCFA/kg
Arachide décortiquée, riz, patate douce, huile de palme, pierre concassée	10 FCFA/Kg ou litre
Arachide en coque, noix de cajou, cuir de bovidé, gravier, autres produits naturels	15 FCFA/kg
Sésame, cuirs non spécifiés	20 FCFA/kg
Charbon de bois, poisson séché	50 FCFA/kg
Bois de chauffage, poisson frais	100 FCFA/kg
Sable lourd	150 FCFA/kg
Peaux de crocodile	7 000 FCFA/kg
Cuirs, peaux d'autres animaux sauvages	10 000 FCFA/kg
Peaux de loutre	15 000 FCFA/kg

Source: Direction générale des douanes.

3.28. Les exportations de noix de cajou à l'état brut et, à partir de 2014, de bois en grumes font également l'objet d'une taxe "extraordinaire" de 6%. Les bases taxables desdits produits sont des valeurs mercuriales fixées par l'État uniquement aux fins de l'imposition (section 4.1.3). Ainsi, le montant perçu demeure indépendant de la valeur transactionnelle à l'exportation. Par ailleurs, les exportations de noix de cajou demeurent soumises à divers prélèvements et taxes additionnels (section 4.1.3).

3.29. À l'instar des importations (section 3.1.4), les marchandises exportées, réexportées ou en transit demeurent sujettes au paiement de primes pour les services douaniers rendus. Selon la marchandise, ces primes s'appliquent soit à un taux *ad valorem* (à ne pas excéder 1% de la valeur f.a.b.), soit à un taux spécifique. Toute marchandise exportée à des fins commerciales fait l'objet de l'acompte sur le bénéfice industriel et commercial (section 3.1.5); à partir de 2013, le taux de l'acompte à l'exportation est fixé à 3%.

3.30. Les marchandises en transit demeurent soumises à une taxe au taux de 2% de la valeur c.a.f. Selon les autorités, le régime bissau-guinéen de transit ne prévoit pas le dépôt d'une garantie; en principe, les dispositions de l'UEMOA et de la CEDEAO en la matière sont d'application (rapport commun, section 3.1.1.8). La part du transit international dans le commerce de la Guinée-Bissau demeure modeste, en raison des importantes déficiences sur le plan des infrastructures.



### 3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation, et licences d'exportation

3.31. En général, la Guinée-Bissau interdit l'exportation de bois en grumes coupé dans des conditions douteuses afin de lutter contre les coupes illicites et abusives des forêts. Toutefois, une exception a été faite en 2015 pour un stock de 83,000m<sup>3</sup> de bois déjà coupé.

3.32. En principe, l'exportation de la noix de cajou doit se faire exclusivement par voie maritime à travers le port de Bissau. Toutefois, en pratique, des quantités importantes sont exportées de manière informelle vers les pays voisins. Les exportations de noix de cajou à l'état brut doivent être accompagnées d'une attestation de poids et, à partir de 2014, d'un certificat de qualité (taux d'humidité et calibrage). La certification de la qualité s'effectue par l'Agence nationale de cajou de la Guinée-Bissau (ANCA-GB) contre paiement de 3 FCFA/kg.<sup>12</sup> Les emballages destinés à l'exportation de noix de cajou sont soumis à marquage spécial, indiquant l'année de récolte et l'origine bissau-guinéenne.

### 3.2.4 Soutien et promotion des exportations

3.33. Selon les autorités, aucun avantage n'est accordé aux entreprises bissau-guinéennes en fonction de leur performance à l'exportation. La Guinée-Bissau n'a pas mis en place un cadre réglementaire pour l'établissement de zones franches ou d'entreprises franches à l'exportation. La création d'une unité de promotion des exportations, d'encadrement et de développement de petites et moyennes entreprises serait en cours au sein du Ministère en charge du commerce.

### 3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation

3.34. Selon les autorités, la Guinée-Bissau n'a pas mis en place de mécanismes formels d'assurance, de garantie et de financement des exportations.

## 3.3 Mesures agissant sur la production et le commerce

### 3.3.1 Incitations

3.35. Certains avantages, notamment fiscaux, sont consentis dans le cadre du Code des investissements (section 2.4) et des codes sectoriels (section 4).

### 3.3.2 Normes et autres règlements techniques

3.36. La Guinée-Bissau ne dispose pas encore d'un cadre législatif régissant les activités de normalisation et transposant les dispositions communautaires en la matière. La Direction des services de normalisation et de promotion de la qualité (*Direcção de serviços de normalização e promoção da qualidade* (DSNPQ)) est le point d'information national en matière d'obstacles techniques au commerce.<sup>13</sup> En principe, les normes et règlements techniques homologués au niveau de l'UEMOA, ainsi que le système d'accréditation communautaire, sont en application en Guinée-Bissau.

### 3.3.3 Mesures sanitaires et phytosanitaires

3.37. La Guinée-Bissau n'a pas de point d'information SPS opérationnel. Le pays continue d'avoir des difficultés en matière de protection SPS, tant sur le plan législatif et institutionnel que sur le plan des ressources humaines et matérielles. Selon les autorités, le cadre législatif n'a pas changé durant les six dernières années. Des tentatives de création d'un comité SPS national sous la tutelle de Ministère de l'agriculture seraient en cours depuis 2016.

3.38. En général, outre l'autorisation préalable (section 3.1.6), les produits importés doivent être accompagnés d'un certificat SPS du pays d'origine ou de provenance et font l'objet de contrôle organoleptique. En cas de doute sur la conformité d'un produit, des échantillons sont prélevés et envoyés pour analyse à un laboratoire. Selon les autorités, dans la pratique les mécanismes de

<sup>12</sup> Arrêté n° 26/2014 du Premier Ministre.

<sup>13</sup> La DSNPQ a été créée par l'Arrêté n° 30/2003 du 12 décembre 2003. Toutefois, une loi-cadre régissant les activités de normalisation n'a pas encore été adoptée.



contrôle ne fonctionnent pas dans tous les postes douaniers à cause du manque de capacités d'application. Les inspections à l'importation et à l'exportation se font principalement au port et à l'aéroport de Bissau.

3.39. La Guinée-Bissau dispose de quatre laboratoires d'analyses, lesquels ne sont pas accrédités. Par ailleurs, leurs opérations sont fréquemment interrompues par le manque de matériel et de réactifs, ce qui impose le recours à des laboratoires à l'étranger. La mise à niveau de laboratoires nationaux de référence demeure l'un des besoins prioritaires qui permettraient de résoudre les problèmes de confiance qui freinent les exportations.

### **3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix**

3.40. La Guinée-Bissau ne dispose pas de régime national de la concurrence au-delà des dispositions de l'UEMOA en la matière, lesquelles sont, en principe, directement applicables dans tous les états membres. Un cadre législatif régissant la protection de consommateur n'a pas encore été adopté. Le Ministère chargé du commerce, à travers sa Direction de service du commerce intérieur et de la concurrence, est censé définir, coordonner et exécuter la politique du gouvernement en matière de la concurrence et du contrôle des prix.

3.41. Certains produits mis sur le marché national sont soumis à des contrôles de prix. Les produits pharmaceutiques font l'objet de marges bénéficiaires maximum<sup>14</sup>, tandis que pour les carburants le cadre réglementaire stipule des prix maximum à la pompe définis par une commission interministérielle.<sup>15</sup> Les autorités envisagent de fixer des prix maximum pour certains produits de première nécessité, tels que le riz, l'huile alimentaire, la farine de blé, et le sucre.

3.42. Les tarifs d'alimentation en eau et en électricité, ainsi que les tarifs postaux, sont établis par l'État en raison de son monopole de fait/de jure sur ces activités. Par ailleurs, le tarif d'achat de l'électricité aux producteurs indépendants est également fixé par le gouvernement.

### **3.3.5 Commerce d'État, entreprises publiques et privatisation**

3.43. Le processus de désengagement de l'État des activités économiques n'a pas avancé au cours des six dernières années. Selon les autorités, durant cette période la commission de privatisation s'est focalisée sur les questions de règlement des dettes des entreprises déjà privatisées envers leurs employés.

3.44. Des entreprises d'état détiennent le monopole de, entre autres, la fourniture des services portuaires, l'approvisionnement en eau, la transmission et la distribution d'électricité, et la diffusion TV par transmission hertzienne. En outre, plusieurs entreprises publiques sont actives dans divers domaines, y compris l'agro-industrie, la pêche, les télécommunications, les médias, le transport fluvial, et l'hôtellerie.

### **3.3.6 Marchés publics**

3.45. En 2012, la Guinée-Bissau a adopté un nouveau Code des marchés publics transposant les directives communautaires en la matière (rapport commun, section 3.3.6).<sup>16</sup> Le champ d'application du Code comprend les contrats conclus par: l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes et les associations de droit public bénéficiant d'appui financier ou de garantie de l'État, les sociétés d'État, les sociétés à participation financière publique majoritaire, et les personnes morales de droit privé agissant pour compte des entités susmentionnées ou bénéficiant d'appui financier ou de garantie de l'État. Les entités jouissant de droits spéciaux ou exclusifs dans l'exercice d'une activité de service public doivent également respecter les dispositions du Code.<sup>17</sup>

<sup>14</sup> Arrêté n° 11/99 du 19 avril 1999.

<sup>15</sup> Ordre de service n° 42/DGA/2011 du 13 décembre 2011.

<sup>16</sup> Décret-loi n° 2/2012 du 20 août 2012.

<sup>17</sup> Le Code ne s'applique pas aux marchés pour lesquels des mesures de publicité seraient incompatibles avec la protection des intérêts essentiels de l'État, notamment en ce qui concerne la défense et la sécurité nationales. Sont également exclus: les contrats administratifs, les contrats individuels de travail, les contrats de don de biens meubles, et les contrats d'acquisition d'immobilier.

3.46. Le seuil de passation est fixé à 5 millions de FCFA pour les marchés de fournitures ou de services et 10 millions de FCFA pour les travaux. Le Code stipule que l'appel d'offres ouvert (avec ou sans pré-qualification) est la règle. Exceptionnellement, l'autorité contractante peut procéder à une mise à concurrence restreinte ou à une entente directe (gré à gré). En dessous des seuils de passation des marchés, l'autorité contractante peut avoir recours à des procédures de demande de cotation, à condition que les procédures mises en œuvre respectent les principes posés par le Code. Par ailleurs, les marchés de prestations intellectuelles sont passés après consultation et remise de proposition.

3.47. Les appels d'offres et les avis de pré-qualification doivent être transmis à la Commission de l'UEMOA pour publication dans les 12 jours ouvrables suivant leur réception.<sup>18</sup> Passé ce délai, les annonces doivent également être publiées dans le Journal officiel (*Boletim Oficial*), les publications nationales de plus grande diffusion et/ou des publications internationales. La publication en format électronique, conformément à un modèle communautaire, est également prévue. Seules les annonces dans une des langues officielles de l'UEMOA font foi. Selon la nature du marché, les soumissionnaires peuvent être tenus de constituer une garantie allant de 1% à 3% du montant prévu du marché. Le titulaire du contrat doit constituer une garantie de sa bonne exécution; celle-ci ne doit pas excéder 5% du prix de base du marché.

3.48. Conformément aux dispositions de l'UEMOA, les offres présentées par des entreprises communautaires peuvent bénéficier d'une marge de préférence de 15% du montant offert, laquelle doit être mentionnée dans l'appel d'offres. Dans le cas des marchés passés par une collectivité territoriale ou un établissement public, les offres prévoyant de sous-traiter au moins 30% du montant global à une entreprise nationale peuvent bénéficier d'une marge de préférence additionnelle d'au moins 5%, cumulable avec la marge susmentionnée. Selon les autorités, la Guinée-Bissau n'a pas encore fait usage des dispositions relatives aux marges de préférence dans la passation des marchés publics.

3.49. Toute autorité contractante est tenue d'élaborer, sur base de son programme d'activités, un plan annuel de commande publique lequel est incorporé dans le budget de l'État. Seuls les contrats figurant sur le plan annuel pourront être exécutés. La Guinée-Bissau dispose d'une Agence nationale des acquisitions publiques (anciennement appelée l'Unité centrale d'achats publics), sous tutelle du Ministère en charge de l'économie, chargée d'effectuer de manière centralisée la passation des marchés publics pour le compte des autorités contractantes de l'administration publique.<sup>19</sup> Selon les autorités, dans la pratique plusieurs autorités contractantes ne respectent pas leur obligation de confier la passation de leurs marchés à l'Agence nationale des acquisitions publiques. Des statistiques sur les commandes publiques effectuées durant la période d'examen ne sont pas disponibles.

3.50. La Direction générale des marchés publics, sous tutelle du Ministère en charge des finances, assure le contrôle a priori des procédures de passation et d'exécution des marchés publics et des délégations de services publics.<sup>20</sup> Conformément aux exigences communautaires, les fonctions de régulation sont confiées à une structure distincte, l'Autorité de régulation des marchés publics, laquelle est encore en voie d'établissement.

### 3.3.7 Droits de propriété intellectuelle

3.51. La Guinée-Bissau est signataire de l'Accord de Bangui (1977) créant l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), mais n'a pas encore ratifié l'Accord de Bangui révisé (1999) (rapport commun, section 3.3.4). Le cadre bissau-guinéen de protection des droits de propriété intellectuelle n'a pas encore fait l'objet d'un examen par le Conseil des ADPIC, en raison de l'absence de notifications de la part de la Guinée-Bissau.

3.52. La Direction générale de la propriété industrielle, au sein du Ministère de l'énergie, de l'industrie et des ressources naturelles, assure la fonction de Structure nationale de liaison (SNL) avec l'OAPI. Sa mission principale est de transmettre à l'OAPI les demandes d'enregistrement de titres de propriété industrielle provenant du territoire national (tableau 3.7). La Direction coordonne également les activités de sensibilisation à l'importance d'enregistrement des droits de

<sup>18</sup> En cas d'urgence, ce délai peut être réduit à cinq jours ouvrables.

<sup>19</sup> Décret n° 2/2012 du 26 juin 2012.

<sup>20</sup> Décret n° 1/2012 du 26 juin 2012.

la propriété industrielle en Guinée-Bissau. La Direction continue d'éprouver des difficultés financières, dans l'organisation d'activités de sensibilisation et dans le renforcement des liens de coopération.

**Tableau 3.7 Demandes transmises à l'OAPI, 2011-2016**

Titre	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dessins et modèles industriels	1	1	9	10	14	6
Marque	11	12	14	29	15	26
Nom commercial	69	185	200	174	240	187
Brevet d'invention	0	0	0	0	0	0
Modèle d'utilité	0	0	0	0	0	0
Demande de renouvellement	0	0	0	0	0	0
Demande de recherches d'antériorité	5	7	4	6	3	6

Source: Direction générale de la propriété industrielle, Ministère de l'énergie, de l'industrie et des ressources naturelles de la Guinée-Bissau, OAPI-GB.

3.53. La gestion des droits d'auteur et des droits voisins est du ressort de la Société guinéenne du droit d'auteur (*Sociedade Guineense de Autores* (SGA)), laquelle a le statut de société privée. La SGA compte environ 400 membres, principalement des musiciens. La longue période d'instabilité socio-politique en Guinée-Bissau aurait sapé la protection effective des droits d'auteur. Selon les autorités, aucune action de lutte contre la piraterie n'a eu lieu durant la période d'examen. Les activités de la SGA se voient réduites à la prestation d'informations et des efforts de sensibilisation sur les problématiques des droits d'auteurs.

## 4 POLITIQUE COMMERCIALE PAR SECTEUR

### 4.1 Agriculture, exploitation forestière et pêche

#### 4.1.1 Aperçu

4.1. L'économie bissau-guinéenne dépend toujours de l'agriculture (section 1). En effet, la Guinée-Bissau jouit d'un fort potentiel agricole grâce à la variété de ses terres permettant tous types de cultures, vivrières et de rente (céréales, fruits, légumes et tubercules). Cependant, seules deux cultures prédominent: l'anacardier et la riziculture irriguée. La diversification agricole est donc nécessaire et serait largement facilitée par les atouts de la Guinée-Bissau en la matière (tableau 4.1).

4.2. La Guinée-Bissau connaît deux types d'exploitation. Les petits producteurs traditionnels, "tabancas", estimés à près de 120 000, réalisent 90% de la production sur des surfaces inférieures à 5 ha. Les autres producteurs, "ponteiros", estimés à 2 200, sont en règle générale des exploitants modernes disposant de concessions foncières de 136 ha en moyenne.

4.3. Conformément à la Loi n° 5/98 de 1998<sup>1</sup>, la terre en Guinée-Bissau appartient à l'État. La loi distingue deux types de concessions: les concessions urbaines, qui sont définitives; et les concessions rurales, de 90 ans renouvelables automatiquement en l'absence d'opposition. Les nationaux comme les étrangers peuvent acquérir des terres en Guinée-Bissau. Cependant, au-delà de 100 ha pour les personnes physiques et de 500 ha pour les personnes morales, l'autorisation du Conseil des ministres est nécessaire. Des taxes de concession, de transfert, et un impôt foncier annuel sont prévus par la loi et leurs montants sont fixés par le gouvernement. Une exonération de l'impôt foncier annuel est prévue pour les superficies inférieures à 5 ha, ce qui implique que la majorité de la population rurale est exemptée de cet impôt.

**Tableau 4.1 Principales cultures agricoles de la Guinée-Bissau, 2010-2016**

(Milliers de tonnes, sauf mentionné)

Produit <sup>a</sup>	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Taux de croissance p.a. 2005-2014 (%)
Noix d'acajou non décortiquées	52,3	139,7	94	131,8	136,5	175,2	187	6,4
Riz paddy	209,2	175,2	198,5	209,7	133,0	170,2	186,3	3,4
Racines et tubercules, n.d.a.	110,2	94,4	110,2	111,8	45,3	71,6	76,5	3,0
Huile de palme	18,3	18,5	18,7	18,7	18,9	19	19,1	0,1
Bananes plantains	48,5	49,5	51,0	51,4	52,4	..	..	2,2
Manioc	68,3	60,3	68,3	23,0	45,4	40,8	43,6	1,6
Noix de coco	42,1	42,2	42,2	42,9	42,6	..	..	-0,7
Arachides non décortiquées	36,2	35,4	45,2	41,3	41,1	83,4	94,7	6,0
Légumes frais, n.d.a.	12,3	12,6	12,9	13,2	13,5	13,8	14,1	2,7
Autres fruits frais, n.d.a.	58,8	60,0	61,2	62,5	63,8	65,1	66,4	1,8
Sorgho	20,2	18,9	23,5	26,9	14,0	16,2	16,9	-5,5
Mil	15,0	13,9	17,0	18,1	10,0	14	14,9	-15,8
Huile d'arachide	8,6	8,5	10,8	10,8	14,2	19,8	22,5	8,1
Mangues, mangoustans et goyaves	6,8	7,4	8,2	8,5	9,0	..	..	6,3
Palmistes	46,3	46,7	47,1	47,3	47,7	48	48,3	0,7

.. Non disponible.

a Les principaux produits sont identifiés par le volume de production en 2014.

Source: Base de données statistiques de la FAO (adresse consultée: <http://faostat3.fao.org/home/E>), et Institut national bissau-guinéen des statistiques

4.4. Les petits producteurs peinent à obtenir des financements pour leurs activités agricoles en raison de l'absence de banques de développement agricole. À cet égard, le gouvernement a notamment prévu dans son Programme national d'investissement du secteur agricole (PNIA) l'adoption d'une réglementation sur la propriété couvrant également les petites superficies; des modalités types de "gestion de terroirs" pour la réglementation de l'occupation foncière par les "tabancas"; et un renforcement des services de cadastre et d'enregistrement. La mise en œuvre

<sup>1</sup> Loi n° 5/98 du 23 avril, parue au BO n° 17 du 28 avril 1998.

de ces mesures devrait également faciliter l'investissement étranger qui fait toujours défaut au secteur agricole bissau-guinéen. Le projet de code foncier en préparation lors du précédent examen n'a pas encore abouti. En attendant, de nouveaux textes sur le foncier, dans des régions telles que les îles, continuent d'être adoptés.

#### 4.1.2 Politique agricole générale

4.5. La politique agricole de la Guinée-Bissau demeure portée par le PNIA, adopté en 2009 sous l'égide de la CEDEAO. Le PNIA suit les orientations du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) et du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) qui prévoit d'allouer 10% au moins du budget national à l'agriculture. Le PNIA a pour objectif d'accélérer la croissance agricole, de réduire la pauvreté et de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. À cette fin, il prévoit un plan d'investissement de plus de 167 milliards de FCFA. La mise en œuvre du Plan devrait générer une croissance agricole d'au moins 6% par an. La première phase de mise en œuvre du PNIA a commencé en 2012 pour une durée de cinq ans. Le PNIA est censé permettre l'autosuffisance alimentaire à l'horizon 2020.

4.6. La Guinée-Bissau a élaboré plusieurs documents de politiques, de stratégies et de programmes: Lettre de politique de développement agricole (LPDA) de 2002; Lettre de politique de développement de l'élevage (LPDE) et son Plan d'actions de 2010; Programme national d'investissement à moyen terme (PNIMT); Programme national de sécurité alimentaire (PNSA 2008 – 2013); Plan stratégique sectoriel pour les pêches artisanales de 2007; et des règlements d'application de la Loi foncière.

4.7. Le Cadre de programmation pays (CPP 2014 – 2017), basé sur une approche multisectorielle en matière de développement rural, sert de référence à la planification et à la programmation à moyen terme de la coopération entre le gouvernement et la FAO. À long terme, la mise en œuvre du CPP doit contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population, conformément à l'objectif inscrit dans le PNIA. À cet effet, le CPP identifie trois domaines de priorité: a) la performance, la durabilité et l'efficacité des systèmes d'agriculture familiale; b) la résilience et la nutrition des populations face aux stress, aux changements climatiques, aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles; et c) la gouvernance dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection des ressources naturelles. Le coût total du CPP est estimé à environ 5 milliards de FCFA.

4.8. Après le retour à la stabilité politique, le gouvernement a adopté en 2014 la vision "Guinée-Bissau 2025 - Terra Ranka", couvrant la période 2015-2025, et accompagnée d'un Plan stratégique et opérationnel. Ce dernier, actuellement en cours d'exécution, identifie l'agriculture et l'agro-industrie comme l'un des quatre moteurs de croissance.

4.9. La filière agroalimentaire est au cœur de la stratégie de développement de la Guinée-Bissau. Aussi, le "Deuxième document de stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté – DENARP II – 2011-2015" s'articule-t-il autour de quatre axes stratégiques, y compris le développement économique durable via le développement des filières céréales (dont le riz), du cajou, de l'horticulture, de la pêche et de l'élevage.

#### 4.1.3 Principaux sous-secteurs

##### 4.1.3.1 Noix de cajou

4.10. La noix de cajou brute de la Guinée-Bissau, très compétitive sur le marché international avec un KOR (Kernel Output Ratio – unité de mesure de la qualité de la noix brute) parmi les meilleurs du monde, demeure la principale culture de rente. La Guinée-Bissau, qui en est le cinquième producteur mondial, ne capte cependant que 1% de la valeur ajoutée de la filière alors que le potentiel lié à la capacité installée est de 10%. La noix de cajou compte pour plus des trois quarts des recettes d'exportations et environ un cinquième des recettes de l'État. La Guinée-Bissau exporte principalement ses noix de cajou vers l'Inde.<sup>2</sup>

<sup>2</sup> BAFD, OCDE, PNUD (2016), *Perspectives économiques en Afrique 2016: Villes durables et transformation structurelle*, Éditions OCDE, Paris. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>.

4.11. Les exportations de noix de cajou ont significativement crû<sup>3</sup> (tableau 4.2); il en a été de même de la production dont le taux de croissance annuelle moyenne a été de 6% depuis 1995. Cette performance a été enregistrée sur la période en dépit de la chute des cours des noix de cajou de 1 350 dollars EU/tonne en 2011 à 800 dollars EU/tonne en 2013. En 2012, le gouvernement a adopté un décret établissant une réduction de 50% de certaines taxes, notamment des taxes d'exportation, afin de faciliter l'écoulement des stocks de cajou estimés à 50 000 tonnes et leur exportation.<sup>4</sup>

**Tableau 4.2 Commerce de noix de cajou en Guinée-Bissau, 2010-2015**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Volume exporté (milliers de tonnes)	52,3	139,7	94,0	131,8	136,5	175,2
Valeur des exportations en milliards d'euros	56,9	85,1	76,8	95,2	87,3	138,1
Exportations de cajou (valeur f.a.b. en milliards de FCFA)	37 327,6	55 793,9	50 360,7	62 357,6	57 242,6	90 488,2
Prix moyen à l'export f.a.b. (\$EU/tonne)	1 004,3	1 458,2	1 199,4	899,6	1 001	1 190
Prix moyen à l'export f.a.b. (FCFA/kg)	497,4	688,1	612,3	444,4	650	420
Prix au producteur annoncé par le gouvernement (FCFA/kg)	..	250	250	250	300	300
Prix moyen payé au producteur (FCFA/kg)	272	333	300	275	275	525
Prix de base pour la taxation à l'export	600	750	850	850	850	900

.. Non disponible.

Source: Base de données statistiques de la FAO (adresse consultée: <http://faostat3.fao.org/home/E>), et autorités bissau-guinéennes.

4.12. En 2015, la campagne de commercialisation de la noix de cajou a été exceptionnelle, grâce à une très bonne pluviométrie, à une conjoncture politico-sociale favorable et à une demande internationale en hausse. Les exportations se sont chiffrées à 180 679 tonnes contre 136 000 en 2014, avec un prix moyen d'achat bord champs de 520 FCFA/kg, un prix de pesage entre 500 et 635 FCF/kg, un prix oscillant entre 450 et 850 FCFA/kg sur le marché national, et un prix de référence de 300 FCFA/kg. Le prix f.a.b. (à l'exportation) a été de 650 FCFA/kg contre 420 FCFA/kg en 2014.<sup>5</sup> Pour la campagne 2016, les exportations se sont chiffrées à 193 000 tonnes avec un prix moyen d'achat bord champs de 600 FCFA/kg, un prix de référence de 350 FCFA/kg; le prix f.a.b. (à l'exportation) a été de 1 120 FCFA/kg. Le prix de base pour la taxation à l'export a été fixé à 563 359 FCFA/tonne en 2016.

4.13. Il existe 16 unités de transformation, d'une capacité annuelle totale de 22 470 tonnes. Cependant, la plupart ne disposent pas de capacité financière suffisante (fonds de roulement) pour acheter la matière première et constituer des stocks pouvant leur permettre de fonctionner toute l'année et sont, de ce fait, à l'arrêt ou non opérationnelles. Afin d'atteindre un taux de transformation locale de 30%, et une valeur ajoutée finale de 29%, le gouvernement a prévu dans son Plan «Terra Ranka» de consacrer 4,15 milliards de FCFA à la filière anacarde.

4.14. En 2012, la Commission nationale de cajou a été remplacée par l'Agence nationale de cajou (ANCA-GB), sous la tutelle du Premier Ministre. Elle est dotée d'une personnalité juridique et d'une autonomie administrative et financière. ANCA-GB assure le suivi des politiques élaborées conjointement avec le Ministère du commerce (pour la commercialisation) et le Ministère de l'agriculture (pour la production). L'Agence contrôle les quantités exportées; la qualité des produits à l'état brut (taux d'humidité, calibrage, etc.), attestée par un certificat – obligatoire depuis 2014 – délivré au prix de 3 FCFA/kg<sup>6</sup>; et les prix pratiqués à chaque étape par les agents ou opérateurs économiques de la filière.

4.15. Afin d'améliorer les exportations de noix de cajou, le gouvernement a également créé différentes structures: la Commission interministérielle pour la surveillance de la campagne de commercialisation et d'exportation de la noix de cajou; la Commission multidisciplinaire d'attribution des licences d'exportation, créée en 2011 et présidée par le Ministère du commerce;

<sup>3</sup> Walter Cont et Guido Porto (2014), *Measuring the Impact of a Change in the Price of Cashew Received by Exporters on Farmgate Prices and Poverty in Guinea-Bissau*, Policy Research Working Paper WPS7036, the World Bank Group.

<sup>4</sup> Décret n° 9/2012, paru au BO n° 45 du 6 novembre 2012.

<sup>5</sup> ANCA-GB (2015), *Relatório da campanha de comercialização e exportação 2015*.

<sup>6</sup> Décret n° 26/2014.



et le Guichet unique, créé en mai 2014 au sein de la douane, pour les démarches administratives liées aux exportations de noix de cajou.

4.16. Pour être exportateur de noix de cajou, il faut obtenir une licence contre paiement (section 3.1.1). Les revendeurs locaux doivent payer chaque année 100 000 FCFA au Ministère du commerce pour obtenir l'agrément. À fin juin 2017, un total de 900 commerçants étaient agréés pour acheter aux producteurs à un prix négocié, avec un seuil minimum fixé par l'État (350 FCFA en 2016 et 500 FCFA en 2017).

4.17. La noix de cajou continue d'être frappée de taxes, charges, prélèvements et "contributions", depuis la récolte jusqu'à l'exportation. En effet, il est prélevé 10 000 FCFA pour le certificat d'origine délivré par le Ministère du commerce; 3% du prix f.a.b. de référence au titre de l'acompte sur le bénéfice industriel (à l'exportation); et jusqu'à 8% du prix f.a.b. de référence au titre d'autres taxes (dont la taxe extraordinaire de 6%; la contribution foncière rurale de 15 FCFA/kg; un prélèvement de 4,65 FCFA/kg versé à l'Administration des ports de Guinée-Bissau (APGB); un prélèvement de 1,5 FCFA/kg versé à la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture; un prélèvement de 1 FCFA/kg versé au Conseil national des chargeurs); sans oublier les taxes pour la désinfection du local d'entreposage des noix (effectuée par le Ministère de l'agriculture), et celles relatives à l'obtention du certificat phytosanitaire auprès du Ministère de l'agriculture.<sup>7</sup> Les taxes sur les noix de cajou ont crû de manière significative au fil des ans. Un prélèvement de 50 FCFA/kg était effectué au titre du Fonds de promotion à l'industrialisation (FUNPI)<sup>8</sup>; depuis 2013, le Fonds a été suspendu, de même que les prélèvements.

4.18. La forte fiscalité dans la filière favorise la contrebande, et plus précisément les exportations informelles estimées à 6 000 tonnes en 2016.<sup>9</sup> Elles s'effectuent essentiellement via les ports de Ziguinchor (Sénégal) et de Banjul (Gambie), d'où la surveillance accrue des frontières annoncée par le gouvernement en 2016, avec la confiscation des noix de cajou et des moyens de transport utilisés pour la contrebande.<sup>10</sup>

4.19. Pour soutenir la qualité des noix de cajou bissau-guinéennes, la Loi de quarantaine végétale et la réglementation sur l'importation de produits phytosanitaires ont été élaborées sous le PNIA et sont en vigueur. Le PNIA prévoit également l'adoption d'un Plan directeur de l'industrialisation de la filière anacarde et la mise en place d'un système d'alerte rapide et de suivi phytosanitaire sur l'ensemble du territoire.

#### 4.1.3.2 Cultures vivrières

4.20. Le riz constitue la principale culture vivrière en Guinée-Bissau, et la denrée de base de la population.<sup>11</sup> Le gouvernement estime que la production céréalière brute totale a augmenté de 27,8% entre les campagnes 2014/2015 et 2015/2016, grâce à une meilleure pluviosité, et à l'octroi de subventions aux intrants agricoles (non importés) et aux produits phytosanitaires.

4.21. La filière pâtit d'infrastructures insuffisantes; les aménagements hydro-agricoles sont vétustes. Le pays accuse un déficit net de céréales équivalent à 36% de la demande nationale, et couvert par les importations (section 1).<sup>12</sup> Le pays doit régulièrement importer plus de la moitié de ses besoins en riz<sup>13</sup>, ce qui le rend vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux. Le

<sup>7</sup> Le prix f.a.b. de référence est défini par le gouvernement pour chaque campagne d'exportation.

<sup>8</sup> Décret n° 19/11 du 3 mai 2011.

<sup>9</sup> AGOP (2014), *Banco Mundial e governo da Guiné-Bissau defenderam fim de imposto sobre caju*, 23 septembre. Adresse consultée: [http://www.angop.ao/angola/pt\\_pt/noticias/africa/2014/8/39/Banco-Mundial-governo-Guine-Bissau-defenderam-fim-imposto-sobre-caju.87421d44-e388-4786-b5d8-815cc9dcbfda.html](http://www.angop.ao/angola/pt_pt/noticias/africa/2014/8/39/Banco-Mundial-governo-Guine-Bissau-defenderam-fim-imposto-sobre-caju.87421d44-e388-4786-b5d8-815cc9dcbfda.html).

<sup>10</sup> Commodafrica, "Hausse de 16,6% du prix au producteur de cajou en Guinée-Bissau". Adresse consultée: <http://www.commodafrica.com/18-04-2016-hausse-de-166-du-prix-au-producteur-de-cajou-en-guinee-bissau>.

<sup>11</sup> Steven Kyle (2015), *Rice Sector Policy Options in Guinea-Bissau*, Working Paper WP 2015-01. Adresse consultée: <http://publications.dyson.cornell.edu/research/researchpdf/wp/2015/Cornell-Dyson-wp1501.pdf>.

<sup>12</sup> AfDB (2016), *African Statistical Yearbook*. Adresse consultée: [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African\\_Statistical\\_Yearbook\\_2016.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Statistical_Yearbook_2016.pdf).

<sup>13</sup> Les importations de riz sont contrôlées par le gouvernement qui délivre des licences d'importation. Le prix au détail est fixé par le gouvernement sur la base du prix sur les marchés internationaux et en

gouvernement a identifié le riz comme l'une des sources prioritaires de croissance dans son Plan «Terra Ranka».

4.22. La Guinée-Bissau prévoit dans son PNIA des investissements pour atteindre l'autosuffisance céréalière à l'horizon 2020 grâce à une meilleure productivité, à des recherches visant l'amélioration de la qualité des céréales, et au développement de la production de riz dans les mangroves et les bas-fonds pour pallier les aléas climatiques.<sup>14</sup> À cette fin, des investissements sont prévus et visent: la fourniture de produits phytosanitaires divers, d'engrais, de semences améliorées de céréales; l'acquisition par les producteurs agricoles de motoculteurs, tracteurs, motopompes et accessoires pour le développement de la petite irrigation; et l'accès des agriculteurs à des chaînes mécaniques de traction animale. Le développement d'un système de crédit adapté aux petits paysans est également prévu par le PNIA.

4.23. La filière du riz est ouverte au capital privé et quelques entreprises étrangères y sont présentes, notamment Agroteca (entreprise espagnole de production, transformation et commercialisation); et Agrosafim (entreprise portugaise de production).

#### 4.1.3.3 Filière bétail

4.24. L'élevage traditionnel constitue, après la production végétale, la deuxième activité de la population en milieu rural. Cependant, sa production reste marginale, autoconsommée, et n'est donc pas exportée. La Guinée-Bissau est chroniquement déficitaire en produits d'origine animale, ce qui l'oblige à importer la quasi-totalité du lait, des œufs et de la viande pour l'approvisionnement des centres urbains.

4.25. La Lettre de politique de développement de l'élevage et son Plan d'actions de 2010 définissent les orientations stratégiques, à savoir: la promotion de la bonne gouvernance dans la filière; l'amélioration de la santé animale et de la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale; la gestion rationnelle des ressources agro-sylvo-pastorales; le développement des productions animales; la relance de la recherche vétérinaire et zootechnique; le renforcement des capacités des acteurs de la filière; et le développement de l'initiative privée. Le plan «Terra Ranka» a précisé la stratégie de développement de la production du petit élevage familial (volailles, ovins, caprins, porcins, entre autres).

4.26. Dans la pratique, les conditions de crédit (courts délais de remboursement de six mois et taux d'intérêt élevés) étant peu supportables pour les professionnels du sous-secteur de l'élevage, ces derniers recourent rarement et difficilement au crédit bancaire pour financer leurs activités. En outre, le secteur privé y est presque totalement absent, hormis de petites entreprises de production avicole intensive qui émergent.<sup>15</sup>

4.27. Le gouvernement bissau-guinéen et des organisations comme la FAO se mettent en partenariat pour octroyer des crédits, sur une base rotative, aux petits éleveurs. Des coopératives sponsorisées par l'Union européenne financent également un certain nombre de producteurs, et certains éleveurs bénéficient de crédits octroyés par des ONG. Un programme de valorisation génétique dans le cadre de l'UEMOA est en place, ainsi que des financements pour vacciner le bétail. Grâce à ces différents financements, le cheptel s'est amélioré et le nombre de têtes a augmenté.

4.28. La Guinée-Bissau est aussi fortement dépendante de l'extérieur pour tous les intrants de l'élevage. Cependant, le problème de qualité des intrants importés est récurrent et la Guinée-Bissau ne possède pas les capacités pour leur contrôle. Par ailleurs, la législation nationale en la matière demeure obsolète et non conforme au Code zoo-sanitaire international (de l'OIE) et aux règlements de l'UEMOA en la matière. Un nouveau code de l'élevage, actualisé en 2009 par le gouvernement, n'est pas encore adopté.

---

consultation avec les importateurs, et est le même dans tout le pays. Le gouvernement peut ainsi décider de contenir le prix en réduisant les droits d'importation ou les autres frais sur les produits.

<sup>14</sup> Deuxième document de stratégie nationale de réduction de la pauvreté (2011-2015) – DENARP II.

<sup>15</sup> FAO (2016), *Revue des filières bétail/viande et lait et des politiques qui les influencent en Guinée-Bissau*, Florentino CORREIA. Adresse consultée: <http://www.fao.org/3/a-i5267f.pdf>.



#### 4.1.3.4 Filière bois

4.29. Bien que les écosystèmes forestiers bissau-guinéens soient très diversifiés, les ressources forestières, comme leur potentielle contribution à l'économie nationale, sont insuffisamment connues; les réserves sont estimées à 48 millions de m<sup>3</sup>.<sup>16</sup>

4.30. Le Plan «Terra Ranka» prévoit de renforcer les capacités de la Direction générale des forêts et de la chasse, et en particulier ses capacités d'orientation et de planification de l'exploitation des forêts. Le PNIA prévoit quant à lui: le réajustement des taxes forestières et des taxes sur l'exploitation de la faune; la révision du code forestier pour améliorer la gestion des ressources forestières sur une base communautaire; et l'institution d'une taxe sur le charbon de bois dans le cadre de la réorganisation de la filière bois et charbon.

4.31. Le gouvernement a adopté en 2011 une nouvelle Loi forestière n° 5/2011 pour encadrer la coupe et le reboisement (actuellement en cours de révision). La loi comprend une disposition visant à promouvoir la valeur ajoutée locale, à travers l'interdiction de toute exportation de bois non travaillé. Pour obtenir une licence d'exploitation, les opérateurs doivent s'engager à mener une évaluation d'impact environnemental et social et mettre en place un plan de reboisement. Le nombre de licences octroyées s'est établi en 2014 à 61, contre 15 en 2012-2013.<sup>17</sup>

4.32. Conformément aux dispositions de la CITES et suite à l'intensification du trafic de bois au lendemain du coup d'État, certaines essences de bois ont été interdites d'exportation par la Guinée-Bissau. Pour ralentir l'extinction d'une espèce rare (*Pterocarpus erinaceus* ou "bois de sang") présente en Guinée-Bissau, le gouvernement a décidé en avril 2015 d'interdire pour une période de cinq ans la coupe et l'exportation de tous les bois, en particulier de l'espèce menacée. Le stock existant de coupe devrait selon les autorités suffire à la demande locale.

4.33. Outre les dispositions communautaires, le pays impose des taxes en fonction de l'essence, de la qualité du bois (deux classes sont reconnues) et du métrage cubique. Les taxes s'échelonnent de 25 dollars EU/m<sup>3</sup> à 100 dollars EU/m<sup>3</sup> (pour le "bois de sang") pour les bois de première classe; et sont de 20 dollars EU/m<sup>3</sup> pour tous les bois de la seconde classe. De plus, des taxes de 25% et de 5% du prix f.a.b. sont appliquées respectivement à l'exportation des planches et des panneaux de bois; une taxe "extraordinaire" de 6% de la valeur f.a.b. par mètre cube de bois exporté est également appliquée depuis 2014.<sup>18</sup>

4.34. Le gouvernement bissau-guinéen a créé un groupe de travail pour l'évaluation technique de la prohibition de l'exportation du bois; la révision de la taxe pour la commercialisation du bois; et l'octroi des licences.

#### 4.1.3.5 Filière halieutique

4.35. La Guinée-Bissau dispose d'un littoral de 274 km, depuis la frontière avec le Sénégal au nord jusqu'à celle avec la Guinée au sud. Sa zone économique exclusive (ZEE) est l'une des plus importantes de la côte ouest africaine, avec d'abondantes ressources halieutiques. Cependant, la pêche n'y est pas très développée (section 1)<sup>19</sup>, même si la filière reste la deuxième source de recettes en devises du pays (12 milliards de FCFA en 2016), grâce notamment aux accords bilatéraux de pêche – en particulier avec l'UE –, aux licences, et aux différentes taxes prélevées.<sup>20</sup> En effet, les freins au développement de la pêche en Guinée-Bissau comprennent: les insuffisances dans la gestion des pêcheries; les déficiences dans la fourniture des services portuaires;

<sup>16</sup> FAO (2013), *Cadre de programmation pays (CPP) 2014-2017 de la Guinée-Bissau*.

<sup>17</sup> Yannis Arvanitis (2014), "Ressources naturelles en Guinée-Bissau: partir du bon pied". Adresse consultée: <https://www.afdb.org/fr/blogs/measuring-the-pulse-of-economic-transformation-in-west-africa/post/natural-resources-in-guinea-bissau-getting-it-right-from-the-start-13630/>.

<sup>18</sup> Décret n° 10/2014.

<sup>19</sup> Secretaria de Estado das Pescas e Economia Marítima (2014), *Plano Estratégico de Desenvolvimento das Pescas da Guiné-Bissau (2015–2020)*, Octobre.

<sup>20</sup> BAFD, OCDE, PNUD (2016), *Perspectives économiques en Afrique 2016: Villes durables et transformation structurelle*, Éditions OCDE, Paris. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>. COFREPECHE, MRAG, NFDS et POSEIDON (2016), *Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République de Guinée-Bissau*. Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, Contrat spécifique n° 17. Bruxelles, 231 p. Adresse consultée: [http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016_fr.pdf).

l'obsolescence des infrastructures de la chaîne du froid; une panoplie de taxes et d'impôts; et l'obligation d'emploi des nationaux. Les activités de transformation sont embryonnaires et, à l'exception d'une unité industrielle privée (Afripêche), disparaissent peu à peu en raison des difficultés.

4.36. La Guinée-Bissau ne dispose pas de flotte industrielle, et la pêche artisanale nationale demeure très peu développée. La pêche artisanale est majoritairement réalisée par une flotte africaine (guinéenne, sénégalaise, gambienne, ghanéenne et sierra-léonaise). Cette flotte débarque généralement une grande partie de ses captures dans les ports d'origine. La pêche industrielle demeure l'apanage des navires congélateurs internationaux et des sociétés mixtes opérant sous le régime de licence de navires "étrangers affrétés" ou au titre d'accords de pêche. La pêche industrielle est réalisée selon différentes modalités: par affrètement, ou sous des accords de partenariat de pêche avec des pays tiers, ou des accords privés entre la Guinée-Bissau et des armements privés. Le nombre de navires opérant dans la ZEE a légèrement augmenté, passant de 122 en 2010 à 148 en 2014.<sup>21</sup> En 2015, près de 70% de cet effectif était des bateaux intervenant dans le cadre des accords de pêche.<sup>22</sup>

4.37. L'absence de services d'entretien des navires et d'avitaillement, de même que de capacités de transformation et de valorisation des captures, oblige les flottes industrielles à débarquer à Dakar, Abidjan et Las Palmas avant la réexpédition vers les marchés internationaux de la sous-région. La production nationale de poisson est essentiellement destinée à l'exportation à 70%. Ainsi, moins de 5 000 tonnes annuelles de pêche industrielle sont débarquées à Bissau puis réacheminées vers le port de Dakar, dont la proximité et la qualité des services, surtout en matière de fourniture d'électricité, d'eau et de transport, attirent de nombreux navires pêchant dans les eaux territoriales bissau-guinéennes.

4.38. Afin de remédier à cette situation et de permettre aux navires de débarquer leurs captures pour approvisionner le marché domestique en poissons frais et congelés, le gouvernement a signé un accord avec la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour un crédit de 8 milliards de FCFA pour réhabiliter le port de Bissau en 2013. De plus, le port de pêche d'Alto Bandim a été construit grâce à des fonds de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'UE. Cependant, par manque d'infrastructures adaptées, tous les navires industriels continuent d'utiliser le port de Bissau; seules les pirogues sénégalaises utilisent le port d'Alto Bandim.<sup>23</sup> En 2016, la Guinée-Bissau a signé un mémorandum d'accord avec la China Machinery Engineering Corporation (CMEC) qui devrait construire plusieurs infrastructures dont un port à Pikil, dans le nord du pays, et un port en eau profonde à Buba.<sup>24</sup>

4.39. Le Ministère en charge des pêches met en œuvre la politique du gouvernement en matière de: mise en valeur et exploitation des ressources naturelles aquatiques; contrôle et surveillance des pêcheries dans les eaux relevant de la souveraineté et de la juridiction nationales; recherche scientifique marine; négociation des accords en matière de pêche en coopération avec le Ministère en charge des affaires étrangères; et de délivrance des licences d'accès<sup>25</sup> aux ressources halieutiques. Le Décret-loi n° 10/2011 (tableau 4.3) et ses Règlements d'application de 2011

<sup>21</sup> Données de la Direction générale de la pêche artisanale. Adresse consultée: <http://www.minpesca-gw.org/apresentacao.html>.

<sup>22</sup> CSRP. Adresse consultée: <http://www.spcsrp.org/pt/guin%C3%A9-bissau>.

<sup>23</sup> COFREPECHE, MRAG, NFDS et POSEIDON (2016), *Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République de Guinée-Bissau*. Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, Contrat spécifique n° 17. Bruxelles, 231 p. Adresse consultée: [http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016_fr.pdf).

<sup>24</sup> Chinese company to build new airport in Guinea-Bissau, Forum Macao. Adresse consultée: <http://www.forumchinaplp.org.mo/portugues-empresa-chinesa-vai-construir-novo-aeroporto-na-guine-bissau>. Voir aussi COFREPECHE, MRAG, NFDS et POSEIDON (2016), *Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République de Guinée-Bissau*. Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, Contrat spécifique n° 17. Bruxelles, 231 p. Adresse consultée: [http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016_fr.pdf).

<sup>25</sup> La Direction générale de la pêche industrielle (DGPI) délivre les licences de pêche pour les navires industriels étrangers et gère les accords de pêche; et la Direction générale de la pêche artisanale (DGPA) délivre les licences de pêche artisanale pour les navires nationaux et étrangers. Un Centre de recherche des pêches appliquée (CIPA) a été créé mais le décret devant définir ses champs de compétence n'est toujours pas adopté.

définissent les modalités d'accès et de gestion des ressources halieutiques sous juridiction nationale. Les investissements dans la filière de la pêche sont régis par le Code général des investissements.

**Tableau 4.3 Législation relative à la pêche**

Législation	Domaine
Décret présidentiel n° 03/2016	Création du Ministère des pêches
Décret-loi n° 10/2011 (sa révision attend promulgation)	Pêches
Décret n° 4/1996	Licences et redevances
Décret-loi n° 9/2011	Commerce des produits de pêche
Décret-loi n° 24/2011	Pêche artisanale
Décret-loi n° 04/2004	Création de l'Autorité compétente en matière de contrôle d'hygiène sanitaire des produits de la pêche
Décret n° 07/98	Création du Centre de recherche appliquée sur la pêche ( <i>Criação do Centro de Investigação Pesqueira Aplicada</i> (CIPA))
Ordonnance conjointe n° 02/2016	Conditions d'accès aux ressources halieutiques pour les entreprises de pêche exerçant avec des navires nationaux et étrangers
Protocole	Commission sous-régionale de pêche ( <a href="http://www.csrpsp.org">http://www.csrpsp.org</a> )
Protocole d'accord	Accord de partenariat de pêche durable avec l'Union européenne ( <a href="https://publications.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/ef861c6c-5a73-11e4-a0cb-01aa75ed71a1/language-fr">https://publications.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/ef861c6c-5a73-11e4-a0cb-01aa75ed71a1/language-fr</a> )
Protocole d'application	Accord de pêche avec le Sénégal
Protocole d'accord	Accord-cadre avec la Russie
Protocole d'accord	Accord de pêche avec l'A.G.A.C (Association des grands thoniers congélateurs) et l'A.N.A.B.A.C (Association nationale des armateurs de navires congélateurs) ( <a href="http://www.minpesca-gw.org/rgb-anabac%20e%20agac%202014.pdf">http://www.minpesca-gw.org/rgb-anabac%20e%20agac%202014.pdf</a> )
Protocole d'accord	Accord de pêche avec ZHONGYU Global Seafood Corp. (ZGSC)

.. Non disponible.

Source: Secrétariat de l'OMC.

4.40. Le gouvernement considère la filière comme stratégique pour le développement du pays et a adopté, en plus du Plan «Terra Ranka», un Plan stratégique de développement des pêches (2015-2020). Ces deux Plans visent la fiscalisation maritime, la recherche et le développement des pêches maritimes et artisanales, et l'aquaculture.<sup>26</sup> Les Plans prévoient aussi, entre autres, la restructuration du port de Bissau; l'actualisation du Code de la pêche; la multiplication de la production halieutique par 2,5 entre 2013 et 2025; la création d'infrastructures de pêche et d'un environnement favorable à l'investissement privé (via la réforme du Code des investissements de 2011); et le développement de la transformation industrielle des produits de la pêche dans une zone économique spéciale à créer à Bissau, dans le but de tripler le chiffre d'affaires de la filière à terme (2025). La nouvelle loi sur les pêches, préparée depuis 2014 et toujours en attente de promulgation, devrait renforcer les pouvoirs de la Guinée-Bissau dans ses prérogatives en tant qu'État riverain, en matière de pavillon et de port, et les règles dans la filière.

4.41. En 2016, les conditions d'accès aux ressources de la ZEE par les entreprises exerçant des activités de pêche ont été mises à jour par ordonnance. Aux termes de celle-ci, les licences peuvent être accordées aux sociétés ou entreprises nationales à condition, entre autres, d'avoir pour siège le territoire national et de disposer d'une capacité de jauge brute n'excédant pas les 5 000 pour la pêche pélagique.<sup>27</sup> Par ailleurs, les entreprises nationales qui bénéficient d'une licence de pêche en faveur d'une embarcation affrétée se voient obligées de débarquer une partie de leurs captures afin d'approvisionner le marché national.<sup>28</sup> Les redevances pour les licences de pêche s'échelonnent: pour les embarcations nationales, de 28 500 FCFA/GT/an à 145 000 FCFA/GT/an (et de 1,95 million à 3,5 millions de FCFA par embarcation et par an pour les thoniers); et pour les embarcations étrangères affrétées, de 40 500 FCFA/GT/an à 174 000 FCFA/GT/an (et de 3 à 5 millions de FCFA par embarcation thonière par an).

<sup>26</sup> Un plan annuel de gestion des ressources halieutiques pour 2015 a également été adopté. Secretaria de Estado das Pescas e Economia Marítima (2014), Plano de Gestão das Pescas para o Ano 2015, décembre.

<sup>27</sup> Le tonnage brut (Gross tonnage, GT en anglais) est l'unité de référence pour la jauge d'un navire en Guinée-Bissau aux termes des articles 64 (g) et 18 (2) du Décret-loi n° 10/11. Adresse consultée: <http://faolex.fao.org/docs/pdf/gbs116923.pdf>.

<sup>28</sup> 40 kg/GT de poissons ou 5 kg de crustacés par trimestre pour la pêche de crustacés; 70 kg de poissons ou 20 kg/GT de céphalopodes par trimestre pour la pêche céphalopodière; 50 kg de poissons/GT par trimestre pour la pêche pélagique; 100 kg de poissons/GT par trimestre pour la pêche démersale.

4.42. Les embarcations visées par l'Ordonnance doivent aussi s'acquitter d'une taxe de contribution à un Fonds de gestion, de conservation et de protection des ressources halieutiques. Ces contributions s'échelonnent de 12 000 FCFA/GT/an à 123 990 FCFA/GT/an pour les crustaciers, céphalopodiens, les pêcheurs de poissons démersaux et de pélagiques; et elles sont fixées à 456 103 FCFA par embarcation thonière par an. Enfin, une taxe visant les opérations connexes à la pêche s'applique également. Cette taxe est de: 60 000 FCFA/GT/an pour le transport de combustible destiné à la pêche; 30 600 FCFA/GT/an pour le transport des produits de la pêche; 23 000 FCFA/GT/an pour le transport des matériels de pêche et de vivres; et de 50 000 FCFA/GT/an pour les vaisseaux de pêche.

4.43. La Guinée-Bissau a signé deux types d'accords bilatéraux de pêche: des accords publics avec des États tiers (UE, Sénégal, Chine) et des accords d'affrètement spécifique avec des groupements d'armateurs (chinois et espagnols).<sup>29</sup> Sur la période 2008-2013, environ 180 licences ont été délivrées par an pour les navires de pêche industrielle, et 22 autorisations d'opérations connexes à la pêche, pour des périodes allant de 3 à 12 mois.<sup>30</sup> En 2015 et 2016, ce sont respectivement 188 et 197 licences qui ont été délivrées pour des navires de pêche industrielle dont 52 pour l'UE, 22 pour le Sénégal, 6 pour l'Association des armateurs de Russie (AAR), 16 pour l'Association des grands thoniers congélateurs (ANABAC/AGAC), et 23 pour ZHONGYU Global Seafood Corp (ZGSC).

4.44. L'accord qui lie la Guinée-Bissau à l'Union européenne est le troisième contributeur aux finances publiques, derrière les recettes douanières et les impôts. Plusieurs accords se sont succédé depuis 1980. En février 2012, un nouveau Protocole d'accord de trois ans avait été négocié entre les parties et paraphé, mais son adoption avait été suspendue en raison du coup d'État militaire la même année. Le protocole est finalement entré en vigueur le 24 novembre 2014 pour une durée de trois ans, ce qui a permis aux navires de l'UE de reprendre leurs activités de pêche dès janvier 2015.<sup>31</sup>

4.45. Dénommé Accord de partenariat de pêche durable (APPD)<sup>32</sup>, ce protocole autorise jusqu'à 40 navires de l'Union européenne à pêcher les thonidés, crevettes, céphalopodes et poissons démersaux dans les eaux territoriales sous juridiction de la Guinée-Bissau, en contrepartie d'une compensation (droit d'accès des navires à la ZEE, et soutien aux pêcheries durables et au respect des normes sanitaires) annuelle de 9,2 millions d'euros sur la période 2014-2017.<sup>33</sup> Un laboratoire a été construit et équipé avec le financement de l'UE, mais il manque encore les équipements pour l'analyse microbiologique. En outre, la Guinée-Bissau perçoit une redevance assise sur le tonnage brut des navires autorisés (Tjb)<sup>34</sup>, et sur le tonnage global de la flotte autorisée à opérer.

4.46. Le débarquement des captures en Guinée-Bissau n'est pas obligatoire dans le cadre de l'APPD. Par conséquent, les captures des navires de l'UE sont principalement débarquées sur d'autres côtes ouest-africaines, par exemple Dakar pour les captures des chalutiers congélateurs qui sont transformées à bord avant d'être réexpédiées vers l'UE (pour les crevettes et les poissons nobles), et d'autres pays d'Afrique pour les captures de moindre valeur.

4.47. En 2015, les navires européens opérant sous l'APPD ont capturé 17 983 tonnes de poissons, pour une valeur totale de 52,4 millions d'euros.<sup>35</sup> Les revenus (estimés) tirés de l'APPD en 2015

<sup>29</sup> À l'exception de l'accord conclu avec le chinois ZGSC, les textes des accords ont été consultés à cette adresse: <http://www.minpesca-gw.org/Acordos.html>.

<sup>30</sup> Plano Estratégico de Desenvolvimento das Pescas da Guiné-Bissau (2015-2020).

<sup>31</sup> Protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'Accord de partenariat de pêche entre la Communauté européenne et la République de Guinée-Bissau, paru au JOUE n° L/328 du 13 novembre 2014.

<sup>32</sup> Bien que l'Accord de partenariat de pêche en vigueur ne soit pas *stricto sensu* dénommé APPD, le Règlement de base de la Politique Commune de la Pêche, en vigueur depuis 2014, prévoit à terme cette requalification pour tous les accords de partenariat de pêche.

<sup>33</sup> "EU-Guinea-Bissau renew sustainable fisheries cooperation", Communiqué de presse du 24 novembre 2014. Adresse consultée: [https://ec.europa.eu/fisheries/eu-%E2%80%9393-guinea-bissau-renew-sustainable-fisheries-cooperation\\_en](https://ec.europa.eu/fisheries/eu-%E2%80%9393-guinea-bissau-renew-sustainable-fisheries-cooperation_en).

<sup>34</sup> Le tonnage brut est l'unité de référence pour la jauge d'un navire selon le Décret-loi n° 10/11.

<sup>35</sup> COFREPECHE, MRAG, NFDS et POSEIDON (2016), *Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République de Guinée-Bissau*. Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, Contrat spécifique n° 17. Bruxelles, 231 p. Adresse consultée: [http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016_fr.pdf).

s'établissaient à 6,2 millions d'euros de compensation, 1,27 million de redevance liées aux licences, et 3 millions d'euros versés directement à l'administration en charge des pêches au titre de la première tranche d'appui sectoriel, soit un total de 10,47 millions d'euros.

4.48. La Guinée-Bissau a signé le 16 décembre 2013 un protocole d'un an avec l'ANABAC/AGAC, association espagnole employant des navires sous pavillons tiers.<sup>36</sup> Celui-ci a été renouvelé en novembre 2014, faisant passer de 13 à 15 le nombre de thoniers autorisés à accéder à la ZEE et ne battant pas pavillon d'un État membre de l'UE. Le prix de la licence de pêche à verser au Trésor public est passé de 8 000 à 12 000 €/an/navire, et la contribution au fonds de gestion des ressources halieutiques, à verser au Ministère des pêches, de 6 500 à 7 000 €/an/navire. Contrairement à la plupart des autres accords, ce dernier ne comporte pas de tonnage de référence pour les navires, et le nombre de marins bissau-guinéens à embarquer n'est pas précisé. Le protocole ne précise pas non plus les conditions d'exercice d'un navire opérant dans le cadre d'un contrat d'affrètement.<sup>37</sup>

4.49. L'accord conclu avec l'Association des armateurs de Russie (AAR) en 2014 pour une durée de deux ans autorise l'accès direct des navires ne dépassant pas 5 000 Tjb aux ressources halieutiques dans la ZEE, pour une possibilité de capture totale annuelle de 50 000 tonnes de petits pélagiques, et un prix de licence annuel fixé à 25 000 FCFA/tonne capturée. Une contribution préalable au fonds de gestion des ressources halieutiques de 15 millions de FCFA/an/navire est exigée. Les armateurs russes s'engagent à mener des campagnes annuelles d'évaluation des ressources halieutiques pélagiques; à décharger 10% de leurs captures au port de Bissau pour leur commercialisation sur le marché domestique par une entreprise nationale; et à investir, sur la base d'un plan approuvé par le gouvernement, dans le développement des industries transformatrices. Chaque navire doit employer au moins 12 marins bissau-guinéens pour un salaire de 700 dollars EU/mois. L'accord n'a pas été renouvelé.

4.50. Le protocole d'application de 2010 de l'Accord bilatéral de pêche de 1974 avec la Chine permettait à la compagnie China International Fisheries Cooperation (CNFC) de pêcher un tonnage maximum fixé de crevettes, céphalopodes et espèces démersales dans la ZEE bissau-guinéenne pendant quatre ans. Dans le cadre de ce protocole, les compensations dues par la CNFC ont essentiellement pris la forme d'investissements réalisés dans la filière des pêches en Guinée-Bissau. Ce protocole a expiré en juin 2014<sup>38</sup> et a directement été renouvelé en février 2015, avec la compagnie chinoise ZGSC, une filiale de CNFC, pour une durée de cinq ans (2015-2019). ZGSC s'engage à: financer le fonds de gestion des ressources halieutiques à hauteur de 12 millions de FCFA/navire/an, préalablement à toute demande de licence; fournir gratuitement pendant deux mois 5 tonnes de poissons aux fonctionnaires de l'administration des pêches au titre d'une compensation en nature; et à réaliser un certain nombre d'investissements (bénéficiant d'une exonération fiscale) dans le secteur des pêches. Une amende d'1 million de dollars EU/an est prévue en cas de non-initiation des investissements précités dans un délai de 12 mois.

4.51. Depuis 2014, d'autres navires d'origine chinoise opèrent également dans les eaux bissau-guinéennes conformément à des accords d'affrètement, pour une valeur d'environ 100 000 euros.<sup>39</sup> Il s'agit notamment de quatre navires de l'entreprise Shi Hai pour la pêche démersale. L'objectif de ces accords serait de permettre l'approvisionnement du marché

<sup>36</sup> Les navires de l'association battent pavillon de: l'Équateur, le Curaçao, le Panama, les Kiribati, El Salvador, le Guatemala, les Seychelles et Cabo Verde. Voir COFREPECHE, MRAG, NFDS et POSEIDON (2016), *Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République de Guinée-Bissau*. Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, Contrat spécifique n° 17. Bruxelles, 231 p. Adresse consultée: [http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016_fr.pdf).

<sup>37</sup> Ces navires ne semblent pas capturer de thonidés. COFREPECHE, MRAG, NFDS et POSEIDON (2016), *Évaluation rétrospective et prospective du protocole de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République de Guinée-Bissau*. Contrat cadre MARE/2011/01 - Lot 3, Contrat spécifique n° 17. Bruxelles, 231 p. Adresse consultée: [http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/body/report-guinea-bissau-november-2016_fr.pdf).

<sup>38</sup> Document publié par le Ministère des pêches. Adresse consultée: <http://www.minpesca-qw.org/RGB-CNFC.pdf>.

<sup>39</sup> Agritrade, "La Guinée-Bissau et l'UE relancent la procédure pour un APPD", 18 septembre 2014. Adresse consultée: <http://agritrade.cta.int/fr/Peche/Sujets/Relations-ACP-UE-APP/La-Guinee-Bissau-et-l-UE-relancent-la-procedure-pour-un-APPD>.



domestique en poissons démersaux et pélagiques, ainsi que la construction d'infrastructures pour la pêche domestique.<sup>40</sup>

4.52. Enfin, une Convention en matière de pêche maritime avec le Sénégal, en vigueur depuis 1978, a permis la création d'une zone maritime de gestion conjointe. Les ressources halieutiques y sont partagées et gérées par une Agence de gestion commune (AGC) en vertu d'un Accord de gestion et de coopération.<sup>41</sup> Le dernier protocole d'application de la Convention, signé le 1<sup>er</sup> avril 2016 pour une durée de deux ans, fixe les possibilités et le prix d'achat de licence de pêche pour les navires de pêche artisanale et industrielle. Le Protocole dispose que l'octroi d'une licence de pêche industrielle est subordonné à l'acquittement préalable d'une contribution au fonds de gestion des ressources halieutiques. Les contributions s'échelonnent de 2,5 millions de FCFA/navire/an à 10 millions de FCFA/navire/an selon la nature du navire. Enfin, la création de sociétés mixtes de pêche entre opérateurs économiques des deux États est également prévue. En décembre 2015 cet accord a été dénoncé par la Guinée-Bissau, qui a suspendu sa participation à l'AGC. Un nouvel accord devrait être signé, suite aux discussions de renégociation tenues entre les deux pays en 2015 et 2016. Le nouvel accord n'était pas signé au moment de la rédaction de ce rapport.

4.53. Les renégociations ont généralement permis à la Guinée-Bissau d'améliorer ses gains liés à ses accords de pêche: par la création de joint-ventures afin d'intégrer davantage la flotte offshore à l'économie nationale; par l'obligation d'employer des marins nationaux<sup>42</sup>; ou encore par l'augmentation des prix des licences. Une taxe supplémentaire de 5% sur la valeur de la licence fixée par le Ministère en charge des finances a été intégrée dans les accords les plus récents conclus avec la Chine en 2015 et le Sénégal en 2016.

## 4.2 Mines et énergie

### 4.2.1 Mines

4.54. Le Ministère en charge des mines exerce sa tutelle sur différents organismes dans le secteur, et sur l'entreprise d'État *Petróleo da Guiné* (Petroguin), et l'Entreprise nationale des forages (*Empresa Nacional de Furos* – ENAFUR). Les infrastructures pour les hydrocarbures relèvent de la Compagnie logistique de combustible (*Companhia Logística de Combustível* – CLC) sous l'autorité du Ministère de l'énergie et de l'industrie qui formule la politique énergétique du pays.

4.55. Le Plan de développement DENARP II (2011-2015) prévoyait pour 2012 la révision des Codes minier et pétrolier afin de les adapter aux normes communautaires et internationales. La révision devrait notamment faire obligation aux opérateurs de réaliser des études d'impact environnemental et d'améliorer le cadre des investissements. À cet effet, le Décret-loi de 1986 et la Loi de 2000 régissant les activités de l'industrie extractive ont été remplacés en 2014 par un Code des mines et des minerais (Loi n° 3/2014, en date du 29 avril 2014) dont le règlement d'application n'a pas encore été adopté. Le DENARP II prévoyait également l'adhésion de la Guinée-Bissau à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Bien que le processus soit en cours, la Guinée-Bissau n'en est toujours pas membre.

4.56. Le secteur minier est identifié par le gouvernement comme la quatrième source prioritaire de croissance dans son Plan «Terra Ranka». Aucune mine n'est actuellement en exploitation. Quelques activités d'orpaillages sont cependant observées.<sup>43</sup> De même, quelques petites unités d'extraction de carrières pour les matériaux de construction (quartzite, latérite, dolérite, argile et sable) sont en activités. Actuellement seule la dolérite est exportée.

4.57. L'exploitation des phosphates de Farim (gisement découvert en 1978) et de la bauxite de Boé pourrait contribuer à plus de 15% du PIB selon la Banque mondiale.<sup>44</sup> Les réserves des

<sup>40</sup> CSRP. Adresse consultée: <http://www.spcsrp.org/pt/quin%C3%A9-bissau>.

<sup>41</sup> Les licences de pêche délivrées par chacun des deux pays autorisent à opérer dans la zone conjointe.

<sup>42</sup> C'est l'une des stratégies du Plan stratégique de développement des pêches (2015-2020).

<sup>43</sup> OECD (2013), Guinée-Bissau - *Perspectives économiques en Afrique 2013: Transformation structurelle et ressources naturelles*, OECD Publishing, Paris.

<sup>44</sup> BAfD, OCDE, PNUD (2016), *Perspectives économiques en Afrique 2016: Villes durables et transformation structurelle*, Éditions OCDE, Paris. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>.

cinq dépôts de bauxite identifiés à Boé sont estimées à 110 millions de tonnes, avec un contenu d'oxyde de l'alumine (AlO<sub>3</sub>) évalué à 44% et une part de l'oxyde silicium (SiO<sub>2</sub>) à 3,7%. Depuis 2007, Bauxite Angola détient une licence d'exploitation de ces dépôts; les gouvernements de l'Angola et de la Guinée-Bissau détiennent 20% et 10% respectivement du capital de Bauxite Angola. Après avoir actualisé l'étude d'impact environnemental et social ouvrant la voie aux opérations d'exploitation, Bauxite Angola était en 2016 en phase d'étude de viabilité technique, économique et financière de ces réserves. Bauxite Angola a annoncé des investissements allant jusqu'à 500 millions de dollars EU, couvrant également la réhabilitation du réseau routier nécessaire aux exportations et les premières étapes de la construction du port en eau profonde de Buba.<sup>45</sup>

4.58. Les réserves géologiques du gisement de phosphates bruts de Farim sont estimées à 105,6 millions de tonnes, avec un contenu d'hémipentaoxyde de phosphore évalué à 28,41%; les réserves industrielles sont estimées à 34 millions de tonnes, avec un contenu de 34% d'hémipentaoxyde de phosphore. En mai 2009, le gouvernement a octroyé des droits exclusifs de prospection, d'extraction, d'exploitation, de transport et de vente à GB Minerals AG pour une période de 25 ans, renouvelable pour 25 ans. GB Minerals AG est exonéré des taxes et droits de licences liés à la construction des infrastructures (routes, ports, etc.) en liaison avec le projet de Farim, au sein et en dehors de l'aire de concession couvrant 30 625 ha. L'exploitation prévue de 44 millions de tonnes sèches sur 25 ans, avec une moyenne de 1,75 million de tonnes par an, n'a pas encore commencé.<sup>46</sup>

4.59. Un gisement de sables lourds (ilménite, rutile et zirconium) a été localisé sur la zone littorale, à Nhiquim/Varela. Les réserves industrielles potentielles seraient de 780 000 tonnes de concentré de sables lourds. La société PORTO SARL a obtenu en 2012 la licence d'exploitation et de conformité environnementale, mais l'exploitation a été suspendue par les autorités en raison de certaines irrégularités.

4.60. L'objectif du gouvernement est de valoriser durablement le potentiel minier et les produits des petites mines et carrières (pour le BTP et la construction) à travers: le développement d'une mine de phosphates et de bauxite à l'horizon 2025; la création d'un cadre d'accompagnement des petites mines et des carrières; et la création de 10 000 emplois dans l'extraction – le tout dans le respect des normes environnementales. Il est ainsi prévu de tripler la valeur ajoutée du secteur (de 12 milliards de FCFA en 2013 à 36 milliards de FCFA en 2025).<sup>47</sup>

4.61. Le code de 2014 établit notamment: la généralisation des royalties à tous les produits extraits du sol, du sous-sol et des eaux sous juridiction bissau-guinéenne; l'établissement d'une Convention minière accompagnant tout titre minier, dès la phase de recherche; la réalisation d'une étude d'impact environnemental pour tout type d'exploitation et, pour les projets de grande ampleur, la tenue de consultations publiques; et la mise en œuvre de la directive de la CEDEAO<sup>48</sup> en matière d'harmonisation des principes directeurs et des politiques du secteur minier. Le Code prévoit sept types de titres accessibles aux nationaux et aux étrangers: autorisation de prospection; licence de recherche; licence de petite exploitation; licence de grande exploitation; autorisation de recherche de matériaux inertes; licence pour les carrières industrielles; et licence d'achat/vente/transformation de minéraux. Une succursale ou une représentation légale en Guinée-Bissau est l'un des critères d'éligibilité. Les titulaires de titres miniers doivent recourir aux services de fournisseurs nationaux, ou aux produits vendus sur le territoire national ou dans l'espace communautaire, dès lors qu'ils sont disponibles et compétitifs.

4.62. Les titres miniers sont transmissibles sur autorisation préalable du Ministère et moyennant le paiement d'une taxe. L'État doit obtenir à titre gratuit une participation maximale de 10% au capital de toute entreprise détentrice d'une licence de grande exploitation, et cette part ne peut être réduite en cas d'augmentation de capital. Tout investisseur national ou étranger peut

<sup>45</sup> Yannis Arvanitis (2014), "Ressources naturelles en Guinée-Bissau: partir du bon pied". Adresse consultée: <https://www.afdb.org/fr/blogs/measuring-the-pulse-of-economic-transformation-in-west-africa/post/natural-resources-in-guinea-bissau-getting-it-right-from-the-start-13630/>.

<sup>46</sup> NI 43-101 Technical Report on the Farim Phosphate Project, Guinea-Bissau, Report n° 5036GB Minerals Limited, septembre 2015. Adresse consultée: [http://gbminerals.com/resources/NI\\_43-101\\_Technical\\_Report\\_on\\_the\\_Farim\\_Phosphate\\_Project\\_09\\_14\\_15.pdf](http://gbminerals.com/resources/NI_43-101_Technical_Report_on_the_Farim_Phosphate_Project_09_14_15.pdf).

<sup>47</sup> Guinée-Bissau (2015), "Plan Guinée-Bissau 2025 Terra Ranka", Présentation donnée lors de la Table ronde des bailleurs, Bruxelles, 26 mars.

<sup>48</sup> Directive C/DIR3/05/Q9.

demander au ministère le droit de transformer les produits miniers extraits. Les détenteurs de licences de recherche et d'exploitation sont autorisés à ouvrir et maintenir des comptes en devises étrangères dans les banques commerciales opérant sur le territoire national. L'autorisation d'extraction de carrière permet en principe à son titulaire de vendre et d'exporter sa production.

4.63. Une taxe de 2% à 10% frappe tous les produits extraits du sol et sous-sol bissau-guinéens en fonction de leur nature; elle est de 5% sur les produits des carrières. L'impôt sur les bénéfices est exigible au taux standard de 25%. Le Code prévoit l'exemption de la taxe d'exportation sur les produits miniers après leur certification par le Directeur Général de la géologie et des mines. En phase de prospection et de recherche, les opérateurs peuvent bénéficier d'une exemption des droits de douane, à l'exception des prélèvements communautaires de l'UEMOA et de la CEDEAO. Dans la phase de construction des mines également, une exonération des taxes douanières est également prévue, à l'exception des prélèvements communautaires sur l'importation de matériels, combustible et lubrifiant pour la production d'énergie. Enfin, en phase de production, les droits de douanes sont réduits à 7,5% sur l'importation de matériaux, combustible et lubrifiant destinés à la production d'énergie et au fonctionnement des véhicules et équipements.<sup>49</sup>

#### 4.2.2 Hydrocarbures

4.64. La Loi sur les hydrocarbures de 1982, telle qu'amendée en 1985, constitue la principale législation du secteur. Un Décret-loi de 2006 régit par ailleurs l'octroi de concessions pour l'exploration et la production d'hydrocarbures sur le plateau offshore. La loi requiert l'établissement de co-entreprise (entre des sociétés étrangères et la compagnie nationale Petroguin) pour les activités d'exploration, de même que des contrats de partage de profits aux termes desquels Petroguin est propriétaire de tout gisement découvert. L'actualisation du Code pétrolier de 1982 a finalement été entreprise et une nouvelle loi a été adoptée en 2014 (Loi n° 04/2014) mais les textes d'application n'ont pas encore été adoptés.

4.65. En Guinée-Bissau, la présence de réserves offshore d'hydrocarbures est évoquée, mais l'exploration des gisements n'a pas donné des résultats significatifs. Petroguin a conclu plusieurs contrats de prospection pétrolière et gazière avec des compagnies étrangères, portant sur 14 blocs offshore. Des études préliminaires semblent indiquer que les réserves de ces 14 blocs offshore auraient pu être économiquement exploitables<sup>50</sup>, à raison de près de 1,2 milliard de barils en 2013.<sup>51</sup>

4.66. Deux licences ont été attribuées pour l'exploration de deux blocs (d'une superficie de 4 800 et 5 500 km<sup>2</sup> respectivement) dans le bassin sédimentaire de Mauritanie-Sénégal-Guinée-Bissau-Conakry (bassin MSGBC), dans la zone sous administration conjointe entre le Sénégal et la Guinée-Bissau. Pendant la période d'exploration, Petroguin est partenaire de la société Cap Energy qui a acquis 85,7% du capital de Sphere Petroleum Corporation (BVI). Cette dernière détient 35% de participation dans ces deux licences d'exploration.

4.67. En 2014, un accord a été conclu entre Petroguin et GeoPartners – en partenariat avec la compagnie néerlandaise MGGS – en vue d'une campagne sismique 2D de trois blocs susceptibles d'abriter d'importants gisements pétroliers et gaziers, ces sociétés disposant du droit de premier refus pour négocier les droits d'exploration et de production.<sup>52</sup>

4.68. En 2015, Petroguin a signé deux contrats avec la compagnie pétrolière nigériane Portplus pour la prospection et, potentiellement, l'exploration et la mise en valeur des ressources

<sup>49</sup> En cas de non-réexportation des matériels, le titulaire doit s'acquitter de la taxe douanière en vigueur s'appliquant aux biens d'importation temporaire, sauf s'il obtient des réductions en cas d'importation permanente.

<sup>50</sup> Yannis Arvanitis (2014), "Ressources naturelles en Guinée-Bissau: partir du bon pied". Adresse consultée: <https://www.afdb.org/fr/blogs/measuring-the-pulse-of-economic-transformation-in-west-africa/post/natural-resources-in-guinea-bissau-getting-it-right-from-the-start-13630/>.

<sup>51</sup> Logistics and Supply Chain Management. Adresse consultée: <http://qb.lscmltd.com/fr/zone-franche-lscm.html>.

<sup>52</sup> Adresse consultée: <http://www.energy-pedia.com/news/guinea-bissau/new-158533>.



pétrolières offshore. Le processus d'octroi d'un permis d'exploration était en cours au niveau du Conseil des ministres.<sup>53</sup>

4.69. Pour l'instant, la Guinée-Bissau importe la totalité de ses besoins en hydrocarbures. Les informations sur l'organisation des importations, du stockage des produits, de leur commercialisation et sur la structure des prix et leur mécanisme de fixation ne sont pas disponibles.

#### 4.2.3 Électricité et eau

4.70. Sous le Ministère de l'énergie et de l'industrie, la Compagnie nationale d'électricité et des eaux (*Empresa da Electricidade e Águas da Guiné-Bissau* – EAGB) détient le monopole de transmission et de distribution d'électricité. Le secteur est ouvert à l'autoproduction et aux producteurs indépendants. Cependant, ceux-ci doivent vendre leur production ou leurs excédents à EAGB.

4.71. La production d'électricité est faible et sa fourniture se limite quasiment à la capitale Bissau. La capacité totale installée de production d'électricité est de 15 mégawatts (MW); en raison de la défaillance des infrastructures (avec des taux de perte très élevés), la capacité réelle n'est que de 8 MW, pour des besoins estimés à 30 MW pour la ville de Bissau; seulement 5 MW sont éventuellement disponibles 24 heures sur 24 à cause du manque d'entretien du réseau et de l'incapacité financière d'EAGB à se procurer le combustible nécessaire. C'est l'entreprise privée AGREKO qui fournit à EAGB l'électricité pour la ville de Bissau. Les consommations frauduleuses et les non-paiements de factures sont également à déplorer.<sup>54</sup> Certaines localités du pays sont partiellement desservies par des producteurs privés.

4.72. Parmi les priorités immédiates du gouvernement dans le cadre du DENARP II figure, pour la période 2014-2018, le rétablissement d'un service minimum d'électricité. Il a été prévu le financement d'une centrale de 15 MW par la BOAD en 2017, et d'un projet sous l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), auquel la BAD participe.<sup>55</sup> L'OMVG vise une meilleure intégration des États membres via l'interconnexion de leurs réseaux électriques et une mise en valeur des ressources de leurs bassins. Dans ce cadre, la Guinée-Bissau a obtenu en 2015 une subvention de 78 millions de dollars EU de la Banque mondiale pour la mise en place d'un réseau de transmission électrique de 218 km la reliant au barrage de Kaléta, et de deux postes de transformation dans les lieux de distribution stratégiques de Saltinho et de Bambadinca, pour un coût total estimé à 109 millions de dollars EU. Ce projet doit permettre à la Guinée-Bissau de couvrir 40% de ses besoins énergétiques et d'épargner les quelque 22 millions de dollars EU utilisés chaque année pour l'achat de diesel et de ses dérivés.<sup>56</sup>

4.73. Un meilleur fonctionnement d'EAGB, grâce à une assistance technique de la Banque mondiale et à un programme d'urgence comprenant l'achat du combustible pour la centrale existante, a permis l'extension de l'alimentation en eau et électricité de 39,2% en 2014 et de 15% en 2015. Grâce à des investissements structurants (tels que l'interconnexion OMVG), et au soutien des partenaires pour assurer la production, la situation devrait continuer de s'améliorer en 2017.<sup>57</sup> À terme, il est prévu la mise en place de compteurs à prépaiement.<sup>58</sup> Les tarifs sont établis par l'EAGB et le Ministère des finances et soumis à l'approbation du Conseil des ministres.

<sup>53</sup> "Guinée-Bissau: Portplus et Petroguin signent pour l'exploration sur deux blocs au large", 25 novembre 2015. Adresse consultée: <http://www.agenceecofin.com/exploration/2511-34092-guinee-bissau-portplus-et-petroguin-signent-pour-l-exploration-sur-deux-blocs-au-large>.

<sup>54</sup> Banque africaine de développement (2015), Guinée-Bissau - Document de stratégie pays 2015-2019, ORWA/SNFO. Adresse consultée: [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guin%c3%a9e-Bissau\\_Document\\_de\\_strat%c3%a9gie\\_pays\\_2015-2019.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guin%c3%a9e-Bissau_Document_de_strat%c3%a9gie_pays_2015-2019.pdf).

<sup>55</sup> Informations consultées à cette adresse: <http://www.omvg.org/index.php/widgetkit>.

<sup>56</sup> "La Banque mondiale octroie 78 millions de dollars EU au réseau électrique de la Guinée-Bissau", 23 mars 2015. Adresse consultée: <http://www.agenceecofin.com/hydroelectricite/2303-27546-la-banque-mondiale-octroie-78-millions-au-reseau-electrique-de-la-guinee-bissau>.

<sup>57</sup> BAfD, OCDE, PNUD (2016), *Perspectives économiques en Afrique 2016: Villes durables et transformation structurelle*, Éditions OCDE, Paris. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>.

<sup>58</sup> Banque africaine de développement (2015), Guinée-Bissau - Document de stratégie pays 2015-2019, ORWA/SNFO. Adresse consultée: [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guin%c3%a9e-Bissau\\_Document\\_de\\_strat%c3%a9gie\\_pays\\_2015-2019.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guin%c3%a9e-Bissau_Document_de_strat%c3%a9gie_pays_2015-2019.pdf).

4.74. En ce qui concerne l'eau, EAGB dispose de 11 forages dont la production moyenne est de 19 000 m<sup>3</sup>/jour et de sept réservoirs d'une capacité totale de stockage de 1 520 m<sup>3</sup>. S'agissant de la distribution, la taille totale du réseau détenu par EAGB s'élève à 230 km hors branchement (dont 72,5 km de canalisations en fibrociment et 157,5 km de canalisations en PVC). En raison des faiblesses des infrastructures, le rendement du réseau en matière de transport de l'eau est extrêmement bas (autour de 50%). Celui-ci pourrait être significativement amélioré à court-terme par la réparation des fuites les plus importantes, mais EAGB est actuellement incapable de fournir le matériel de réparation.

### 4.3 Secteur manufacturier

4.75. L'activité industrielle en Guinée-Bissau est quasi inexistante, hormis une agro-industrie à petite échelle, essentiellement tournée vers la transformation de la noix de cajou. Selon le rapport *Doing business* 2017 de la Banque mondiale, les principales difficultés que les investisseurs ont rencontrées en Guinée-Bissau en 2016 étaient liées notamment aux coûts de transport élevés, aux problèmes de solvabilité, et au manque de qualification de la main-d'œuvre. Le crédit au secteur privé demeure par ailleurs en deçà de ce qu'il devrait être, compte tenu des fondamentaux du pays et de l'accès insuffisant aux services financiers.<sup>59</sup> Le climat des affaires y est ainsi parmi les moins bons au monde, malgré une légère amélioration (section 2.4).

4.76. Le Plan stratégique et opérationnel 2015-2020 prévoit la mise en place d'un cadre légal incitatif pour le secteur privé via notamment la création de plateformes industrielles intégrées, dont une zone économique spéciale (ZES) multisectorielle à Bissau à l'horizon 2025. La ZES devrait accueillir des activités industrielles et agro-industrielles (transformation de noix de cajou et des produits de la pêche) et fournir, en plus des incitations administratives et des avantages fiscaux classiques, un ensemble d'infrastructures et de services (bâtiments, énergie, eau, transport, Internet haut débit, etc.).

4.77. Le plan d'activité 2016-2018 de la Direction générale de l'industrie prévoit l'élaboration d'une Lettre de politique du secteur industriel, une nouvelle législation, et un certain nombre d'initiatives visant à promouvoir le développement industriel dans toutes les régions du pays.

4.78. Outre les mesures commerciales communautaires, y compris de protection (section 3), la Guinée-Bissau maintient la possibilité d'obtenir des terrains subventionnés par l'État dans des parcs industriels déjà identifiés et une exonération des droits et taxes sur les importations de matières premières et équipements. De plus, des avantages sont accordés à travers des conventions signées par l'État avec des investisseurs, ou certains projets entrant dans les priorités du plan stratégique national.

### 4.4 Services

4.79. La contribution du secteur tertiaire au PIB était en 2015 de l'ordre de 38%, le commerce de gros et de détail, les restaurants et les hôtels représentant la principale activité, le sous-secteur des banques, des assurances et des affaires immobilières ne contribuant qu'à hauteur de 3,7% du PIB.

#### 4.4.1 Services financiers

4.80. Les régimes des services financiers ont été harmonisés au niveau de l'UEMOA pour les services bancaires et de microfinance, et au niveau de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA) pour les services d'assurance, la Guinée-Bissau faisant partie de ces deux institutions; des éléments ont également été harmonisés dans les régimes d'autres services (rapport commun, section 4.4.4).

4.81. La Guinée-Bissau compte trois compagnies d'assurance, toutes privées (NSIA, GUINÉ BIS, ALLIANCE), un Fonds de pensions public semi-autonome (l'Institut national de sécurité sociale), et un courtier. Outre l'assurance responsabilité civile automobile obligatoire sous le Code CIMA, la Guinée-Bissau a également rendu obligatoires l'assurance à l'importation des marchandises et

<sup>59</sup> BafD, OCDE, PNUD (2016), *Perspectives économiques en Afrique 2016: Villes durables et transformation structurelle*, Éditions OCDE, Paris. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>.

l'assurance pour les travaux publics. Les primes d'assurances obligatoires sont fixées par l'État; les primes des autres assurances sont fixées par les sociétés, mais doivent être au-dessus d'un seuil minimum fixé. Les taxes sur les services d'assurance varient en fonction des produits (types d'assurance); par exemple, elles sont de 7% pour les automobiles et de 5% pour les marchandises importées.

4.82. Les banques n'interviennent que faiblement dans le financement de l'économie<sup>60</sup>, en raison du caractère largement informel de celle-ci, de la faiblesse du secteur privé, des difficultés de réalisation des garanties, et de la fragilité des institutions chargées du recouvrement des crédits. Le taux de pénétration bancaire était d'environ 1% en 2015.<sup>61</sup> La majorité des crédits à l'économie sont de court terme et concentrés dans la filière de la noix de cajou, ce qui en limite la performance mais maintient les marges de profit des banques à des niveaux élevés en Guinée-Bissau.

4.83. Le système bancaire en Guinée-Bissau se limite à cinq banques<sup>62</sup>, y compris la Banque Atlantique implantée à fin 2016, et 18 sociétés financières décentralisées (SFD) enregistrées auprès de la BCEAO (dont 6 en activité et 12 à l'arrêt à fin septembre 2015). En mars 2016, la Guinée-Bissau comptait 30 guichets, contre 22 en mars 2015. Le nombre de titulaires de comptes bancaires a également progressé et s'établissait à 97 689 à fin mars 2016, contre 78 685 à fin mars 2015, soit une progression de 24,5%.<sup>63</sup> Un fait marquant du système bancaire bissau-guinéen sur la période sous revue est l'augmentation des créances en souffrance dès 2014, et les controverses soulevées par les solutions apportées par l'État (section 1.2).

4.84. Les activités de microfinance demeurent peu développées, et les institutions (concentrées au niveau de Bissau, avec quelques établissements à l'intérieur du pays) relèvent toutes du secteur privé et sont sous forme de coopératives d'épargne et de crédit. Aucune SFD ne revêt la forme de société anonyme (SA) ou de société à responsabilité limitée (SARL). Deux demandes d'agrément ont été faites pour la constitution de SFD sous la forme de sociétés anonymes: une demande d'agrément attend l'avis de la BCEAO, et l'autre est en cours d'analyse. Les SFD sont regroupées sous l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés de la Guinée-Bissau (AP-SFD GB).<sup>64</sup>

4.85. Les établissements de microfinance offrent des services de financement limités aux ménages à faibles revenus. En 2015, l'encours des crédits accordés s'établissait à 84,2 millions de FCFA, les dépôts collectés à 173,3 millions de FCFA, et les créances en souffrance et les pertes sur prêts avaient atteint 47 millions de FCFA et 30 millions de FCFA respectivement.<sup>65</sup> Pour améliorer la performance de la microfinance, le gouvernement a adopté en 2014 un plan directeur basé sur les normes communautaires et visant sa professionnalisation; le plan n'est pas encore appliqué.<sup>66</sup>

#### 4.4.2 Télécommunications

4.86. Les services de télécommunications ont connu un essor remarquable ces dernières années grâce à l'ouverture du secteur à plusieurs opérateurs et l'adoption de plusieurs textes législatifs. La Loi-cadre de 2010 et ses quatre décrets d'application régissent notamment l'interconnexion et l'accès au réseau, et la fourniture de réseaux et de services d'information et de communication.

<sup>60</sup> BAfD, OCDE, PNUD (2016), *Perspectives économiques en Afrique 2016: Villes durables et transformation structurelle*, Éditions OCDE, Paris. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>.

<sup>61</sup> Banque africaine de développement (2015), Guinée-Bissau - Document de stratégie pays 2015-2019, ORWA/SNFO. Adresse consultée: [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guin%c3%a9e-Bissau\\_Document\\_de\\_strat%c3%a9gie\\_pays\\_2015-2019.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guin%c3%a9e-Bissau_Document_de_strat%c3%a9gie_pays_2015-2019.pdf).

<sup>62</sup> Banco da União (BDU-SA), Ecobank-GB, Banco da Africa Ocidental (BAO-SA), Orabank (qui a remplacé la Banque régionale de solidarité (BRS)).

<sup>63</sup> BCEAO (2016), Évaluation du système bancaire: bancarisation, emplois, ressources et conditions des banques, Direction nationale pour la Guinée-Bissau.

<sup>64</sup> Conformément à La loi portant réglementation des SFD, adoptée le 6 avril 2007 par le Conseil des ministres de l'Union.

<sup>65</sup> BAfD, OCDE, PNUD (2016), *Perspectives économiques en Afrique 2016: Villes durables et transformation structurelle*, Éditions OCDE, Paris. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>.

<sup>66</sup> BAfD, OCDE, PNUD (2016), *Perspectives économiques en Afrique 2016: Villes durables et transformation structurelle*, Éditions OCDE, Paris. Adresse consultée: <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>.

L'entité de régulation du secteur demeure l'Autorité régulatrice nationale (*Autoridade Reguladora Nacional das Tecnologias de Informação e Comunicação*), ARN.<sup>67</sup>

4.87. Le Ministère en charge des communications formule la politique nationale en matière de télécommunications. L'ARN définit avec le gouvernement les stratégies nationales pour promouvoir le développement des services de télécommunications; elle en assure la régulation, étudie les demandes de licence et conseille l'État à ce sujet, en veillant à garantir une concurrence effective dans le sous-secteur. L'ARN approuve les tarifs des services de gros et des services d'interconnexion négociés entre les opérateurs.<sup>68</sup> Pour les appels nationaux, les opérateurs privés fixent les prix des services de téléphonie et les soumettent à l'approbation de l'ARN. Pour les appels internationaux, les tarifs sont soumis aux prescriptions de l'Union internationale des télécommunications (UIT). En 2015, l'ARN a ouvert une consultation publique concernant un projet de Règlement visant les taxes sur les radiocommunications.<sup>69</sup> Le Règlement n'a pas encore été adopté.

4.88. Conformément aux dispositions en vigueur, les opérateurs doivent être établis sur le territoire national (ou y avoir des représentants dûment établis) pour obtenir auprès de l'ARN les licences individuelles d'une durée de dix ans (avec possibilité de renouvellement) pour: l'exploitation de réseaux; la fourniture de services de télécommunications; l'utilisation des ressources du domaine public de l'État (notamment les numéros et les fréquences radioélectriques). Les cahiers de charges, publics, sont préparés par l'ARN en consultation avec les opérateurs puis soumis ensuite au gouvernement pour approbation. L'attribution de droits d'usage des ressources telles que les fréquences, numérotations, adresses et noms de domaines, est sujette au paiement de taxes fixées par le Conseil des ministres sur proposition du Ministère responsable des télécommunications, en fonction des coûts associés aux tarifs administratifs et sur la base de la Loi de 2010.

4.89. Un Décret portant construction et exploitation des réseaux et stations terminales de câbles sous-marins, et des installations connexes, a été adopté en octobre 2012.<sup>70</sup> La Guinée-Bissau n'a toujours pas pu se raccorder comme elle l'envisageait au projet de câbles sous-marins à fibre optique baptisé *Africa Coast to Europe* (ACE), dont la mise en service sur 12 000 km a eu lieu fin 2012.<sup>71</sup> En 2013, une étude de viabilité technique d'installation de câbles sous-marins en Guinée-Bissau a été réalisée. Suite à l'approbation du projet par la Banque mondiale, le gouvernement a approuvé la création d'un consortium public-privé pour gérer le projet d'ACE avec une participation de 25,5% pour chacun des deux opérateurs Orange et MTN, et de 49% pour l'État.

4.90. Un décret de juillet 2013 autorise les entreprises nationales et étrangères à enregistrer des domaines pour des périodes de un à dix ans consécutifs; elles s'engagent en contrepartie à établir définitivement leurs activités sur le territoire dans un délai de 12 mois. Les noms de sous-domaines peuvent être enregistrés par les prestataires de services détenteurs de titres d'autorisation octroyés par l'ARN.

4.91. Les entreprises au bénéfice d'une licence pour le réseau mobile sont: MTN Guinea-Bissau (anciennement Spacotel Guinea-Bissau) dont la licence a été renouvelée en juin 2014; Orange Bissau dont la licence a été renouvelée en janvier 2017; et Guiné Telecom Fixa au bénéfice d'un contrat de concession pour le réseau fixe depuis 2004. La licence de Guinetel – GTM, expirée en 2013, n'a pas été renouvelée. Les licences d'Orange Bissau et de MTN ont été renouvelées, avec une nouvelle licence d'exploitation de service 3G et 4G. La privatisation de l'opérateur historique Guiné Telecom (*Companhia de Telecomunicações da Guiné-Bissau*) et de sa filiale mobile, Guinetel, toutes deux en faillite et détenues à 40% par l'État et à 60% par l'APGB – Administration des ports de Guinée-Bissau – n'a toujours pas eu lieu. L'État envisage de racheter les 60% à APGB afin de devenir l'actionnaire unique. Le gouvernement bissau-guinéen a obtenu un financement auprès de la Banque mondiale pour la mise à niveau (restructuration) de Guiné Telecom.

<sup>67</sup> Les tarifs appliqués par les différents opérateurs sont disponibles sur le site de l'ARN: [www.arn.gw](http://www.arn.gw).

<sup>68</sup> Site Internet de l'ARN: [www.arn.gw](http://www.arn.gw).

<sup>69</sup> Le texte du projet a été consulté à cette adresse: <http://arn.gw/consulta-publica/>.

<sup>70</sup> Décret n° 8/2012. Adresse consultée: <http://arn.gw/activeapp/wp-content/uploads/2015/03/BOLETIM-sup-nº43.pdf>.

<sup>71</sup> "France Télécom Orange annonce la mise en service du câble sous-marin ACE pour les 13 premiers pays", 19 décembre 2012. Adresse consultée: [https://www.ace-submarinecable.com/ace/media/ace\\_fr/UPL389171684192165237\\_CP\\_Orange\\_ACE\\_FR\\_191212.pdf](https://www.ace-submarinecable.com/ace/media/ace_fr/UPL389171684192165237_CP_Orange_ACE_FR_191212.pdf).

4.92. Malgré le monopole dont jouit Guinée Telecom sur le réseau des lignes fixes, la société n'a cessé de perdre des clients depuis l'essor de la téléphonie mobile dans les années 2000, en raison notamment du très mauvais état de l'infrastructure.<sup>72</sup> Selon les autorités, il faut environ un mois et 30 000 FCFA pour obtenir une ligne de téléphonie fixe auprès de Guinée Telecom. À fin décembre 2012, le nombre d'abonnés au réseau de téléphonie fixe était de 3 860, un chiffre très inférieur à la capacité nominale installée en termes d'abonnés, et en baisse par rapport à 2011 (4 775).

4.93. Les abonnés se sont tournés vers la téléphonie mobile dont la part n'a cessé de progresser (avec un taux de pénétration de 83,24% en 2016), et en particulier vers les deux principaux opérateurs concurrents: le sud-africain MTN, et le franco-sénégalais Orange Bissau. En 2016, Orange Bissau et MTN se partageaient le marché de 1 285 millions d'abonnés à parts presque égales avec respectivement 46,69% et 53,31% du marché. En 2015, ces deux compagnies ont réalisé des investissements annuels de 11,5 milliards de FCFA pour MTN et de 5,9 milliards de FCFA pour Orange Bissau.

4.94. Le marché des services d'accès à Internet est ouvert depuis 2015. Les fournisseurs actuels d'accès à Internet sont: Guinée Telecom; Orange Bissau; MTN; et Net Sem Fios (depuis 2015), la licence de Eguitel Comunicações n'ayant pas été renouvelée. Les opérateurs de téléphonie déjà en activité n'ont pas besoin de détenir au préalable une autorisation GSM (mobile) pour fournir l'accès à Internet; seuls les nouveaux opérateurs doivent en demander l'autorisation à l'ARN. Le nombre d'abonnés à Internet était de 886 fin 2015: 165 pour un débit supérieur à 256 kbps, les 721 restants bénéficiant d'un débit compris entre 128 et 256 kbps. Le fournisseur de haut débit sans fil, Net Sem Fios, consortium constitué des entreprises portugaises Elmafe et Wifi Antena, a commencé à déployer ses services Internet sans fil à Bissau en avril 2015. Ce fournisseur serait passé d'une couverture de 30% initiale à une couverture complète de tout Bissau début 2016, et s'apprêterait à étendre ses services au reste du pays.<sup>73</sup> Après avoir lancé l'Internet haut débit en 2009, Orange Bissau a mis en service son réseau 4G LTE en décembre 2015, initialement seulement à Bissau avant de l'étendre à d'autres localités plus lointaines. Cette opération a été facilitée par l'achat d'une licence conjointe 3G/4G pour 2 milliards de FCFA (environ 3,33 millions de dollars EU), faisant d'Orange Bissau la première filiale de Sonatel (du Sénégal) à inaugurer l'offre commerciale de la 4G.<sup>74</sup>

4.95. Un décret de 2011 a créé un Fonds d'accès universel aux services de télécommunications afin de promouvoir le développement de la téléphonie rurale. Le fonds est alimenté par les opérateurs MTN et Orange Bissau qui lui versent 1% de leurs chiffres d'affaires.<sup>75</sup> L'ARN contribue au Fonds à hauteur d'un tiers de ses bénéfices d'activité. Le Comité de gestion du Fonds est constitué d'un représentant du Ministère en charge des télécommunications, de représentants des opérateurs privés, d'un représentant du Secrétariat exécutif de gestion du fonds et du Président de l'ARN. Le Comité a pour mission d'approuver le financement des projets soumis. Un secrétariat exécutif indépendant assure la gestion du fonds. Les ressources du Fonds d'accès universel ont permis de financer des cybercafés à Bissau et dans les régions.

4.96. Les informations sur la réglementation de la fourniture des services postaux ne sont pas disponibles.

<sup>72</sup> "Africa: Guinea-Bissau seeks to privatise Guinée Telecom", The Economist Intelligence Unit, 22 novembre 2013. Adresse consultée: <http://www.eiu.com/industry/article/61266790/africa-guinea-bissau-seeks-to-privatise-guine-telecom/2014-01-16>.

<sup>73</sup> Agência de Notícias da Guiné, "Guinée-Bissau – Empresa "Net sem Fios" já cobre toda a capital domingo", Baía da Lusofonia, 3 janvier 2016. Adresse consultée: <http://baiadalusofonia.blogspot.ch/2016/01/quine-bissau-empresa-net-sem-fios-ja.html>.

<sup>74</sup> "Orange switches on LTE network in Guinea-Bissau", Telegeography, 4 janvier 2016. Adresse consultée: <https://www.telegeography.com/products/commsupdate/articles/2016/01/04/orange-switches-on-lte-network-in-guinea-bissau/>.

<sup>75</sup> Décret n° 17/2011 du 25 février 2011 transposant les dispositions de l'Acte additionnel A/SA 6/01/07 de la CEDEAO relatif au service universel, et la Directive n° 04/2006/CM/UEMOA relative au service universel de l'UEMOA.



#### 4.4.3 Services de transports

##### 4.4.3.1 Transports terrestres

4.97. Le transport routier demeure le principal moyen d'accès à la plupart des villes et communautés rurales en Guinée-Bissau et assure 60 à 70% du trafic des personnes et des marchandises.

4.98. Le réseau routier demeure peu dense (12,3 km de routes pour 100 km<sup>2</sup>), situé en quasi-totalité sur la partie continentale, et constitué à seulement 28% de routes revêtues. Le réseau principal se caractérise par sa forte dégradation, tout comme le réseau secondaire et rural, en raison d'un défaut de maintenance et de fréquentes surcharges à l'essieu. Cette dégradation est particulièrement marquée dans le sud du pays, qui devient difficile d'accès durant la saison pluvieuse, ce qui complique l'acheminement de la production agricole des zones de forte production vers les zones de consommation et d'exportation (Bissau notamment).

4.99. Le Plan DENARP II prévoit l'amélioration de l'accès aux zones de production du pays à travers la réhabilitation des pistes rurales (en priorité dans les régions du sud); l'entretien et/ou la construction de routes et infrastructures de franchissements; et la poursuite des efforts en matière d'interconnexion avec le Sénégal (axe Farim-Tanaff) et la Guinée (Conakry) (axe Boké-Québo), ces interconnexions régionales, tout comme le réseau de routes secondaires, constituant un goulot d'étranglement pour le secteur agricole.<sup>76</sup>

4.100. Les licences de fourniture de services de transport routier sont délivrées par la Direction générale des transports aux étrangers et aux nationaux constitués en sociétés. Selon les autorités, le cabotage par des transporteurs étrangers ne serait pas interdit.

##### 4.4.3.2 Transports maritimes et fluviaux, et services portuaires

4.101. La Guinée-Bissau ne possède pas de flotte de transport international battant pavillon national. Pour assurer les liaisons entre la Guinée-Bissau et l'étranger il faut se constituer en entreprise bissau-guinéenne ou avoir une représentation sur le territoire bissau-guinéen. Quatre entreprises maritimes assurent de telles liaisons: Maersk line, Port line, Agemar et Transmar. Cependant, le cabotage par des flottes étrangères n'est pas permis. Antaser Afrique BVBA est chargée de délivrer les Bordereaux de suivi des cargaisons (B.S.C.) sous la supervision du Conseil national des chargeurs, contre paiement (section 3.1.1).

4.102. La Guinée-Bissau possède dix ports (un à Bissau et neuf en région), mais pas encore de port en eau profonde. La construction d'un port en eau profonde à Buba est en projet. Le port de Bissau a une importance stratégique pour l'économie, et en particulier pour l'exportation de la noix de cajou. Il est le seul port offrant toutes les conditions d'exploitation dont le pays dispose en la matière, et assure 85% des exportations et 90% des importations. Néanmoins, le port de Bissau est peu performant, avec des services limités; il pâtit de problèmes d'approvisionnement en eau, en carburant, en électricité, et de lourdeurs administratives.<sup>77</sup>

4.103. Initialement prévu pour 5 000 containers par an, le port dépasse de 300% ses capacités annuelles, et ses équipements sont surexploités et vieillissants, ce qui entraîne de facto de longs délais d'attente. L'accès au port est aussi rendu difficile par l'absence de maintenance, de dragage de chenaux et d'outils adéquats. Par ailleurs, les coûts des opérations portuaires à Bissau sont parmi les plus élevés de la sous-région. La BOAD a approuvé un prêt de 8 milliards de FCFA en faveur de l'Administration des ports de Guinée-Bissau (*Administração dos Porto da Guiné-Bissau - APGB*) en juin 2012, notamment pour couvrir les coûts du dragage du chenal d'accès et du bassin portuaire, nécessaire avant la mise en concession. Le prêt doit également permettre la réhabilitation des structures et la modernisation des équipements, afin d'améliorer la qualité des

<sup>76</sup> Banque africaine de développement (2015), Guinée-Bissau - Document de stratégie pays 2015-2019, ORWA/SNFO. Adresse consultée: [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guin%C3%A9-Bissau\\_Document\\_de\\_strat%C3%A9gie\\_pays\\_2015-2019.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Guin%C3%A9-Bissau_Document_de_strat%C3%A9gie_pays_2015-2019.pdf).

<sup>77</sup> *Plano Estratégico de Desenvolvimento das Pescas da Guiné-Bissau (2015-2020)*.

prestations du port de Bissau, d'accroître le trafic portuaire et la capacité d'entreposage aménagé de conteneurs, et de réduire le temps de stationnement des navires de cinq à deux jours.<sup>78</sup>

4.104. Le port de Bissau est toujours géré par l'APGB, entreprise étatique sous la tutelle du Ministère en charge des transports mais jouissant d'une autonomie juridique, administrative et financière. Un nouveau décret-loi de 2011 devait transformer l'APGP en une entreprise prestataire de services en vue de sa mise en concession.<sup>79</sup> Suite à une décision du Conseil des ministres, un concours public international a été ouvert en juillet 2015 afin d'établir un partenariat public/privé avec l'APGB pour la gestion du port commercial de Bissau.

4.105. Les services portuaires sont fournis par l'APGB. Différents prélèvements et charges sont appliqués pour, entre autres: le stationnement; l'accostage; l'usage du port (en fonction des marchandises); l'entreposage des marchandises et conteneurs; l'arrimage et le désarrimage; le chargement et déchargement de sacs; et l'usage des équipements. Ils sont fixés par l'APGB et approuvés par le ministère.

4.106. Selon les autorités, le Code ISPS (International Ship and Port Facility Security Code), adopté par l'Organisation maritime internationale pour renforcer la sécurité des navires et les installations portuaires contre d'éventuels usages à des fins terroristes, est appliqué par la Guinée-Bissau.

4.107. En matière de transport fluvial, une entreprise privée espagnole (Consulmar) dispose de deux bateaux qui assurent la liaison inter-îles – Bissau/Bolama/Bubaque; une entreprise nationale (Sotramar) dispose de trois bateaux, mais actuellement seuls deux sont opérationnels et assurent la liaison Bissau/Bolama/Bubaque.

#### 4.4.3.3 Transport aérien

4.108. Bissau regroupe les infrastructures principales de transport du pays, notamment le seul aéroport international du pays (Osvaldo Vieira). En région, les aérodrômes de Gabú, Cufaro, ainsi que les pistes de Bolama, Cacine et Varela sont en mauvais état et ne sont pas exploitables commercialement. Seul l'aérodrome de Bubaque est exploité commercialement pour les vols domestiques. Le pays ne dispose pas de compagnie aérienne nationale.

4.109. L'Agence de l'aviation civile de Guinée-Bissau (AAC-GB), financièrement autonome sous la tutelle du Ministère en charge des transports, est depuis 2005 l'entité gouvernementale responsable du secteur.<sup>80</sup> L'AAC-GB délivre les autorisations d'exploitation des services de transport aérien. L'exploitation de l'aéroport a été confiée à l'Agence pour la Sécurité de la Navigation en Afrique (ASECNA) depuis décembre 2011.

4.110. La Guinée-Bissau applique les dispositions de l'UEMOA ainsi que celles de la Déclaration de Yamoussoukro en matière de transport aérien (rapport commun, section 4.4.2.1). Les services de transport aérien ont fait l'objet de plusieurs accords bilatéraux prévoyant essentiellement des droits des troisième et quatrième libertés. Les services aéroportuaires d'assistance en escale (passagers et fret) à l'aéroport de Bissau sont assurés exclusivement par une société publique, le Service d'assistance aéroportuaire (*Serviço de Assistência Aeroportuária* - SAA), qui fixe les tarifs après approbation de l'AAC.

4.111. Un projet de révision du Code aérien de Guinée-Bissau a été préparé, afin de mettre à jour la législation qui date de 1985.<sup>81</sup> Préparé en 2015, le code est en attente d'adoption au Parlement. L'AAC a élaboré une première édition du règlement technique aéronautique de Guinée-Bissau en

<sup>78</sup> BOAD, Communiqué de presse. Adresse consultée: [http://www.boad.org/sites/default/files/cpbissau120712\\_1.pdf](http://www.boad.org/sites/default/files/cpbissau120712_1.pdf).

<sup>79</sup> Un Institut maritime portuaire, sous tutelle du Secrétariat d'État aux transports et aux communications, a été créé en 2011.

<sup>80</sup> Décret n° 3-A/2005 créant l'Agence d'aviation civile de la Guinée-Bissau. Ce décret transpose les dispositions de la Directive n° 1/2004/CMUEMOA (rapport commun, section 4.4.2.1).

<sup>81</sup> Cette proposition a été consultée sur le site de l'AAC-GB à cette adresse: [http://www.aacgb.gw/wp-content/themes/aac-gb/docs/Proposta\\_de\\_revisao\\_do\\_Codigo\\_Aereo\\_da\\_Guine-Bissau.pdf](http://www.aacgb.gw/wp-content/themes/aac-gb/docs/Proposta_de_revisao_do_Codigo_Aereo_da_Guine-Bissau.pdf).

avril 2016.<sup>82</sup> Les droits de trafic des compagnies non signataires de l'Accord de Yamoussoukro sont accordés sur la base de conventions entre le pays du siège de la compagnie et la Guinée-Bissau. Une mise à niveau des infrastructures aéroportuaires est prévue dans le Plan «Terra Ranka», avec notamment la modernisation des aéroports de Bubaque et de Bissau (y compris par la normalisation du système de navigation aérienne) pour répondre aux standards internationaux. La banque Orabank a financé en 2015 des travaux de réhabilitation du parking des avions à l'aéroport international Osvaldo Vieira de Bissau.

4.112. Depuis septembre 2013, la compagnie togolaise aérienne Asky Airlines assure une liaison avec Bissau, s'ajoutant à l'offre déjà existante de Royal Air Maroc (depuis Casablanca); Transair (depuis Dakar); TACV (depuis Praia au Cabo Verde et Dakar); et, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2016, de TAP Portugal (depuis Lisbonne) après une interruption de trois ans pour des raisons de sécurité.

#### 4.4.3.4 Tourisme

4.113. La Guinée-Bissau possède un potentiel touristique considérable, centré sur l'archipel des Bijagós, composé de 88 îles, et sur un réseau de parcs nationaux couvrant 23,7% de son territoire.<sup>83</sup> Elle dispose de 16 hôtels dont cinq de deux étoiles, deux de trois étoiles, deux de quatre étoiles, les autres n'étant pas classifiés.<sup>84</sup> Le nombre de touristes entrés en Guinée-Bissau a été en constante augmentation depuis le dernier EPC, passant de 22 300 en 2010 à 45 199 en 2016, selon les statistiques officielles. Les données concernant la répartition des touristes par origine ne sont pas disponibles.

4.114. Le sous-secteur du tourisme est l'une des cinq sources prioritaires de croissance identifiées par le gouvernement dans son Plan «Terra Ranka». Ce Plan vise: un numerus clausus de 25 000 touristes en 2020, et de 40 000 en 2025 afin de favoriser le maintien d'un positionnement haut de gamme; la création de 15 zones touristiques, dont une Zone touristique spéciale dans l'archipel des Bolama-Bijagós; et le développement d'un transport intra- et inter-îles (actuellement assuré par quelques bateaux) en partenariat avec les sites hôteliers.<sup>85</sup> Cependant, les textes juridiques relatifs aux établissements de tourisme, et à la mise en place d'un fonds destiné à la promotion du sous-secteur, datent toujours de 1989 et de 1992.<sup>86</sup> La Loi sur le tourisme a été révisée mais attend d'être adoptée par le Parlement.

4.115. Les conditions d'investissement dans le tourisme sont régies par le Code des investissements de 2011 (section 2). Un Fonds du tourisme a été créé pour la promotion et la coordination des initiatives publiques et privées directement liées au tourisme. Ses recettes sont constituées notamment des taxes liées aux cessions de titres d'établissements hôteliers; et des taxes sur les activités touristiques. En 2013, une proposition de loi révisant le règlement du Fonds du tourisme a été élaborée par le Secrétariat d'État à l'environnement et au tourisme. La proposition de révision n'est pas encore adoptée. En 2014, le gouvernement avait prévu l'audit du Fonds du tourisme qui n'a pas été réalisé. La taxe touristique est incluse dans les prix des prestations des hôtels, des restaurants et d'autres établissements touristiques. Ses taux sont de: 3% du chiffre d'affaires des bars, maquis et restaurants populaires; 6% des restaurants, grills et discothèques; et 8% du chiffre d'affaires des hôtels. Le produit de la taxe touristique est versé au Fonds du tourisme. L'exploitant peut cependant opter pour un régime du forfait, basé sur une estimation annuelle. Une taxe de 1 000 FCFA par nuitée est également prélevée

<sup>82</sup> Adresse consultée:

[http://www.icao.int/safety/scan/PlansOfAction/Bissau\\_%20plan%20daction%20Revised%2018-02-13\\_RD\\_Final%20\\_26%20February%202013.pdf#search=Guin%C3%A9e%20Bissau](http://www.icao.int/safety/scan/PlansOfAction/Bissau_%20plan%20daction%20Revised%2018-02-13_RD_Final%20_26%20February%202013.pdf#search=Guin%C3%A9e%20Bissau).

<sup>83</sup> Fiche technique Guinée-Bissau, Joana Benzinho, Marta Rosa, décembre 2015. Adresse consultée: [http://eeas.europa.eu/archives/delegations/guinea\\_bissau/documents/press\\_corner/20160215\\_guide\\_guinee-bissau\\_union\\_europeenne\\_afectos\\_fr.pdf](http://eeas.europa.eu/archives/delegations/guinea_bissau/documents/press_corner/20160215_guide_guinee-bissau_union_europeenne_afectos_fr.pdf).

<sup>84</sup> Plano Director de Turismo e Zonamento Turístico.

<sup>85</sup> Le site Internet créé à cet effet est: [www.discoverbijagos.org](http://www.discoverbijagos.org).

<sup>86</sup> Décrets n° 33/89 du 27 décembre 1989; n° 62-C/92 de décembre 1992 et n° 62-D/92 du 30 décembre 1992.



## 5 APPENDICE - TABLEAUX

Tableau A1.1 Structure des importations, 2011-2015

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Monde (millions de \$EU)</b>	<b>325,4</b>	<b>309,7</b>	<b>322,7</b>	<b>412,5</b>	<b>293,6</b>
<b>Monde (millions d'€)</b>	<b>234,1</b>	<b>241,0</b>	<b>243,0</b>	<b>310,9</b>	<b>264,8</b>
	(Part en pourcentage)				
<b>Produits primaires, total</b>	<b>51,7</b>	<b>50,7</b>	<b>59,1</b>	<b>62,4</b>	<b>51,0</b>
Agriculture	38,3	32,5	40,2	32,5	36,1
Produits alimentaires	36,9	30,7	38,9	31,7	35,3
0423 - Riz semi-blanchi, même poli, glacé, étuvé ou converti	12,2	9,6	7,8	5,6	7,8
0989 - Préparations alimentaires, n.d.a.	1,8	1,9	5,4	3,3	4,8
0985 - Préparations pour soupes, potages ou bouillons	0,6	1,3	1,8	2,8	3,5
4222 - Huile de palme et ses fractions	1,3	1,7	2,8	1,6	3,3
Matières premières agricoles	1,4	1,9	1,3	0,8	0,8
Industries extractives	13,5	18,1	18,9	29,9	14,9
Minerais et autres minéraux	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1
Métaux non ferreux	0,2	0,0	0,1	0,2	0,5
Combustibles	13,2	17,8	18,7	29,7	14,4
<b>Produits manufacturés</b>	<b>47,0</b>	<b>48,3</b>	<b>40,3</b>	<b>37,0</b>	<b>48,2</b>
Fer et acier	7,6	10,9	6,4	5,0	4,9
Produits chimiques	6,4	5,6	7,3	6,3	10,4
5751 - Polymères du propylène ou d'autres oléfines	0,3	0,3	0,5	0,2	2,9
Autres demi-produits	9,0	8,2	8,2	6,8	11,0
6612 - Ciments hydrauliques, même colorés	4,0	3,6	3,8	2,2	2,7
6911 - Constructions et parties de constructions	0,6	0,6	1,0	1,0	2,1
Machines et matériel de transport	17,2	17,6	12,6	11,7	14,5
Machines pour la production d'énergie	2,4	1,8	0,7	0,8	0,5
Autres machines non électriques	4,0	5,5	3,7	3,0	3,3
Tracteurs et machines agricoles	0,3	0,4	0,2	0,4	0,6
Machines de bureau et matériel de télécommunication	4,2	2,9	2,5	3,0	4,0
Autres machines électriques	2,0	2,8	1,7	2,0	2,5
Produits de l'industrie automobile	3,8	3,6	2,9	2,3	3,6
Autres matériel de transport	0,9	1,0	1,1	0,6	0,6
Textiles	1,8	1,5	0,6	1,3	1,6
Vêtements	0,4	0,6	0,3	0,5	0,5
Autres biens de consommation	4,6	4,0	5,0	5,3	5,3
<b>Autres</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, basés sur les données miroirs extraites de Comtrade, DSNU (CTCI Rev.3).

**Tableau A1.2 Structure des exportations, 2011-2015**

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Monde (millions de \$EU)</b>	<b>385,4</b>	<b>180,9</b>	<b>303,4</b>	<b>265,2</b>	<b>285,2</b>
<b>Monde (millions d'€)</b>	<b>277,2</b>	<b>140,8</b>	<b>228,5</b>	<b>199,9</b>	<b>257,2</b>
	(Part en pourcentage)				
<b>Produits primaires, total</b>	<b>97,8</b>	<b>96,8</b>	<b>97,5</b>	<b>98,3</b>	<b>98,3</b>
Agriculture	78,0	95,1	94,6	97,7	98,0
Produits alimentaires	75,3	87,1	90,7	78,6	91,8
0577 - Fruits à coque comestibles, frais ou secs	69,2	82,8	65,2	71,3	82,2
0342 - Poissons congelés	2,8	3,5	22,9	6,5	7,7
Matières premières agricoles	2,7	8,0	3,9	19,1	6,2
2475 - Bois autres que de conifères, bruts ou équarris, mais non traités à la peinture	1,1	3,4	3,3	18,8	6,2
Industries extractives	19,8	1,7	2,9	0,6	0,2
Minerais et autres minéraux	6,4	1,3	2,9	0,6	0,2
Métaux non ferreux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Combustibles	13,3	0,4	0,0	0,0	0,0
<b>Produits manufacturés</b>	<b>2,2</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>1,6</b>	<b>0,3</b>
Fer et acier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	1,4	0,2	0,0	1,2	0,0
Autres demi-produits	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0
Machines et matériel de transport	0,5	0,4	0,1	0,2	0,2
Machines pour la production d'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres machines non électriques	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
Machines de bureau et matériel de télécommunication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres machines électriques	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Produits de l'industrie automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres matériel de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Textiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Vêtements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens de consommation	0,1	0,1	1,0	0,0	0,0
<b>Autres</b>	<b>0,0</b>	<b>2,4</b>	<b>1,3</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>
9710 - Or, à usage non monétaire (à l'exclusion des minerais et concentrés d'or)	0,0	2,3	0,0	0,0	1,4

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, basés sur les données miroirs extraites de Comtrade, DSNU (CTCI Rev.3).

**Tableau A1.3 Provenance des importations, 2011-2015**

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Monde (millions de \$EU)</b>	<b>325,4</b>	<b>309,7</b>	<b>322,7</b>	<b>412,5</b>	<b>293,6</b>
<b>Monde (millions d'€)</b>	<b>234,1</b>	<b>241,0</b>	<b>243,0</b>	<b>310,9</b>	<b>264,8</b>
	(Part en pourcentage)				
Amérique	7,7	8,9	3,9	2,1	2,4
États-Unis	3,6	6,8	2,1	0,7	0,7
Autres pays d'Amérique	4,0	2,1	1,8	1,4	1,7
Brésil	2,7	0,9	1,5	0,6	1,0
Europe	45,6	44,6	44,2	53,3	46,0
UE-28	44,4	43,1	42,1	51,7	44,1
Portugal	27,5	29,7	28,7	20,9	27,8
Espagne	2,8	2,6	3,8	4,3	5,6
Pays-Bas	3,4	2,8	3,2	2,3	3,2
France	3,0	2,6	2,3	3,0	2,5
Belgique	1,8	1,9	1,0	2,1	1,1
Allemagne	2,1	0,6	0,7	0,8	1,0
Suède	1,0	0,5	0,3	0,3	0,9
Pologne	0,9	0,4	0,7	0,8	0,8
AELE	0,4	0,8	0,5	0,1	0,1
Autres pays d'Europe	0,8	0,7	1,7	1,5	1,8
Turquie	0,8	0,7	1,7	1,5	1,8
Communauté des États indépendants (CEI)	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Afrique	27,9	29,0	32,6	26,2	25,2
Sénégal	19,6	22,5	28,3	21,9	22,9
Maroc	2,0	1,6	1,4	1,1	0,9
Moyen-Orient	2,4	2,2	2,8	2,9	5,5
Arabie saoudite, Royaume d'	0,6	0,4	0,5	0,6	3,5
Émirats arabes unis	1,6	1,5	2,0	2,0	1,7
Asie	16,4	15,3	16,5	15,4	21,0
Chine	4,6	5,1	3,7	4,2	6,6
Japon	0,3	0,1	0,0	0,6	0,1
Autres pays d'Asie	11,6	10,1	12,8	10,6	14,3
Pakistan	2,9	3,2	1,5	2,7	4,4
Inde	2,2	3,6	5,2	4,3	3,9
Malaisie	1,4	0,7	1,5	1,2	1,5
Indonésie	0,4	0,6	1,5	1,2	1,4
Thaïlande	1,1	0,3	0,1	0,3	1,3
Viet Nam	2,3	1,3	2,6	0,5	0,8
<b>Pour mémoire:</b>					
UEMOA	19,9	23,0	28,4	22,1	23,8
CEDAO <sup>a</sup>	23,8	26,6	30,1	24,2	23,9

a Y compris les États membres de l'UEMOA.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, basés sur les données miroirs extraites de Comtrade, DSNU (CTCI Rev.3).

**Tableau A1.4 Destination des exportations, 2011-2015**

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Monde (millions de \$EU)</b>	<b>385,4</b>	<b>180,9</b>	<b>303,4</b>	<b>265,2</b>	<b>285,2</b>
<b>Monde (millions d'€)</b>	<b>277,2</b>	<b>140,8</b>	<b>228,5</b>	<b>199,9</b>	<b>257,2</b>
	(Part en pourcentage)				
Amérique	3,3	2,8	1,1	0,2	0,2
États-Unis	0,1	0,0	1,1	0,0	0,0
Autres pays d'Amérique	3,3	2,7	0,0	0,2	0,2
Brésil	3,2	2,7	0,0	0,0	0,2
Europe	1,6	6,9	0,7	1,9	1,4
UE-28	1,6	4,2	0,7	1,7	0,8
Italie	0,0	0,1	0,0	0,0	0,4
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	1,2	0,2
Portugal	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Espagne	1,1	3,2	0,4	0,0	0,1
France	0,0	0,7	0,0	0,2	0,0
AELE	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
Autres pays d'Europe	0,0	0,3	0,0	0,2	0,6
Turquie	0,0	0,3	0,0	0,2	0,5
Communauté des États indépendants (CEI)	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Afrique	3,1	3,7	26,7	6,5	8,1
Togo	2,4	3,1	5,0	5,1	4,9
Côte d'Ivoire	0,4	0,3	1,7	0,0	1,0
Angola	0,0	0,1	0,1	0,0	1,0
Bénin	0,0	0,0	0,6	0,2	0,6
Cameroun	0,0	0,0	2,0	0,9	0,6
Sénégal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cabo Verde	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient	0,1	0,1	0,0	0,2	1,8
Émirats arabes unis	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Jordanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Asie	91,9	86,5	71,4	91,1	88,6
Chine	1,1	3,7	5,5	18,8	6,2
Japon	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Autres pays d'Asie	90,8	82,8	65,9	72,1	82,1
Inde	77,3	68,5	45,0	60,6	70,6
Viet Nam	10,6	13,8	20,5	10,7	11,2
Singapour	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Corée, République de	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
<b>Pour mémoire:</b>					
UEMOA	2,8	3,4	7,3	5,3	6,4
CEDAO <sup>a</sup>	3,0	3,6	24,6	5,3	6,5

a Y compris les États membres de l'UEMOA.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, basés sur les données miroirs extraites de Comtrade, DSNU (CTCI Rev.3).